

Adolph Reed Jr.

***Pour un réexamen de la particularité noire (1979)***

suivi de

***Mon cheminement vers la Théorie critique (1984)***

«*Pour un réexamen de la particularité noire*» analyse, de façon approfondie, la manière dont la classe moyenne noire et l'élite des «professionnels<sup>1\*</sup>» afro-américains ont géré la dissidence noire et ont contribué à restructurer le capitalisme tout en respectant scrupuleusement ses intérêts. Ce texte a été publié sous le titre «Black particularity reconsidered» dans la revue *Telos* n° 39, en 1979.

Il est suivi d'un petit texte autobiographique, («*Mon cheminement vers la Théorie critique*»), que vous pourrez éventuellement lire d'abord si vous souhaitez connaître l'évolution politique de l'auteur jusqu'au milieu des années 1980. «*Paths to Critical Theory*» a été publié dans la revue *Social Text*, n° 9/10, *The 60's without Apology* (printemps-été 1984). (Y.C.).

Il y a plus de quarante ans, Walter Benjamin soulignait que «à une reproduction massive répond particulièrement une reproduction des masses<sup>2</sup>». Cette affirmation saisit la dynamique culturelle centrale d'un capitalisme «tardif». Le triomphe de la forme marchandise sur toutes les sphères de l'existence sociale a été rendu possible par une profonde homogénéisation du travail, des loisirs, des aspirations et de la définition de soi parmi les populations concernées – une condition que Marcuse a caractérisée comme étant unidimensionnelle<sup>3</sup>. Ironiquement, pendant que les radicaux américains de la fin des années 1960 fantasmaient sur un «homme nouveau» dans l'abstrait, le Capital mettait concrètement la touche finale à son *nouvel individu*. Derrière les «lutttes» actuelles – des Noirs, femmes, étudiants, Chicanos, homosexuels, vieux, jeunes, handicapés, etc., etc., *ad nauseam* – se cache une simple vérité : aucune opposition cohérente ne se dresse contre l'appareil étatico-administratif actuel.

La répression a certainement contribué de manière significative à liquider l'opposition d'autant que le grand patronat et l'État ont une longue histoire de terreur systématique – des raids de Palmer\* à la campagne du FBI contre les Black Panthers. De même, la cooptation d'individus et de programmes a émoussé l'opposition contre l'hégémonie bourgeoise tout au

---

<sup>1</sup> Tous les mots suivis d'un astérisque renvoient au glossaire qui commence à partir de la page 28 (NdT).

<sup>2</sup> Walter Benjamin, «The Work of Art in the Age of Mechanical Reproduction» in *Illuminations* (New York, 1968), p. 251. [«L'œuvre d'art à l'époque de sa reproduction mécanisée», disponible en ligne, NdT]

<sup>3</sup> Herbert Marcuse, *One-Dimensional Man : Studies in the Ideology of Advanced Industrial Society* (1964). [*L'Homme unidimensionnel*, Editions de Minuit, 1968, NdT.]

long de ce siècle, et les mécanismes de cooptation sont devenus des éléments inextricables des stratégies d'endiguement. Cependant, la répression et la cooptation ne peuvent expliquer entièrement l'échec de l'opposition. Si nous nous focalisons exclusivement sur ces facteurs externes, nous négligeons les sources possibles d'échec au sein de l'opposition, et facilitons ainsi la reproduction de notre schéma d'échec. L'opposition doit enquêter sur sa propre complicité.

Durant les années 1960, l'intensité de la pratique militante rendait difficile toute démarche réflexive sur le plan théorique. Lorsque des questions politiques très tranchées exigeaient des réponses sans ambiguïté, la réflexion critique sur les conséquences involontaires de nos actions apparaissait comme une trahison. Une décennie plus tard, l'analyse de cette période est bloquée par la glorification nostalgique des héros tombés au combat et par une capitulation que Gross décrit comme un «*cadre mental façonné par l'ironie*<sup>4</sup>». L'ironie et la nostalgie sont les deux faces de la résignation, le produit d'une focalisation cynique sur soi-même qui rend la critique rétrospective fatigante ou inconfortable<sup>5</sup>.

En tout cas, les choses n'ont pas évolué dans le sens de l'émancipation, malgré tous ceux qui proclament que la contestation des années 1960 aurait étendu la démocratie égalitaire. Globalement, les possibilités de déterminer son propre destin ne sont pas plus grandes aujourd'hui qu'auparavant et, plus important encore, la critique de la vie réelle a disparu en tant qu'activité pratique ; autrement dit, un engagement éthique et politique en faveur de l'émancipation ne semble plus légitime, raisonnable ou valable. Le principe amnésique, qui emprisonne le passé social, subvertit également tout espoir, qui finit par se réfugier dans les formes prédominantes d'aliénation.

Cela s'applique également à la communauté noire. L'opposition noire s'est dissoute dans la célébration et la satisfaction symbolique de ses désirs. Au sein de la communauté noire, la critique politique actuelle – tant marxiste-léniniste que nationaliste – manque d'une base sociale et a peu de chances d'attirer un nombre substantiel de sympathisants. Cet effondrement complet de l'opposition politique parmi les Noirs est toutefois anormal. Du boycott des bus de Montgomery\* en 1956 jusqu'à la manifestation pour commémorer la Journée de la libération africaine\* en 1972, les Noirs se sont presque constamment mobilisés. Depuis le début des années 1970, nous avons assisté à une pacification complète ; ou bien ces antagonismes ont été tellement dépolitisés qu'ils ne peuvent émerger que sous des formes aliénées. En outre, peu de gens ont tenté d'expliquer l'atrophie de l'opposition au sein de la communauté noire<sup>6</sup>. La réflexivité théorique est aussi rare derrière le voile de W.E.B. Du Bois\* que de l'autre côté !

---

<sup>4</sup> David Gross, «Irony and the “Disorders of the Soul”», *Telos* (hiver 1977-78), p. 167.

<sup>5</sup> Christopher Lasch évoque certaines des raisons pour lesquelles la gauche n'a pas su interpréter son passé dans «The Narcissist Society», *New York Review of Books* XXIII (30 septembre 1976), p. 5 et suivantes ; on pourra consulter aussi l'article de Russell Jacoby, «The Politics of Objectivity : Notes on the U.S. Left», *Telos* (hiver 1977-1978), pp. 74-88 et son ouvrage *Social Amnesia : A Critique of Conformist Psychology From Adler to Laing* (Boston, 1975), pp. 101-118 ; enfin les textes d'Andrew Feenberg, «Paths to Failure : The Dialectics of Organization and Ideology in the New Left» et de David Gross, «Cultural Life-Style and Cultural Criticism», tous deux à paraître, ainsi que d'autres communications du *Symposium on Race, Politics and Culture* qui s'est tenu à Howard University, Washington, D.C., en octobre 1977.

<sup>6</sup> Les travaux d'Alex Willingham constituent l'exception la plus constante et la plus notable. Cf. «Ideology and Politics : Their Status in Afro-American Social Theory», *Endarch I* (printemps 1975), pp. 4-25 ; «California Dreaming : Eldridge Cleaver's Epithet to the Activism of the Sixties», *Endarch I* (hiver 1976), pp. 1-23

Cette incapacité critique est d'autant plus regrettable que les protestations radicales des Noirs et les ajustements du système à leur égard ont servi de catalyseurs à l'universalisation de l'unidimensionnalité *et* au passage vers une nouvelle ère du capitalisme monopoliste. Dans cette nouvelle ère, que Piccone a appelée l'«ère de la négativité artificielle\*», les formes traditionnelles d'opposition ont été rendues obsolètes par un nouveau modèle de gestion sociale<sup>7</sup>. Désormais, l'ordre social se légitime en intégrant des forces potentiellement antagonistes dans une logique d'administration centralisée. Une fois intégrées, ces forces régulent la domination et empêchent les excès perturbateurs. Par ailleurs, lorsque ces mécanismes de régulation interne n'existent pas, le système doit les créer. Dans la mesure où la communauté noire a été le pivot de ce nouveau mode de domination administrée, la reconstruction de la trajectoire du militantisme noir des années 1960 peut éclairer la situation actuelle et les paradoxes qu'elle engendre.

Pour expliquer la disparition du militantisme noir, on suggère souvent que le déclin de l'activité politique radicale serait lié au fait que les revendications des Noirs auraient été satisfaites. Cette satisfaction reposerait sur : (1) l'extension de l'appareil de protection sociale ; (2) l'élimination des barrières raciales légales qui empêchaient la mobilité sociale, ce qui aurait permis, à son tour (3) l'expansion des possibilités offertes aux Noirs *au sein du* système social existant ; tous ces éléments auraient précipité (4) une redéfinition de la stratégie politique afro-américaine «appropriée» en fonction de ces réalisations<sup>8</sup>.

Cette nouvelle stratégie est fondée sur une orientation pluraliste qui interprète les questions politiques uniquement en termes de concurrence pour la redistribution des biens et des services dans les limites des priorités fixées par le système. Ces quatre éléments constituent les «conquêtes des années 1960<sup>9</sup>». Cette interprétation va de pair avec la thèse selon laquelle l'activité politique des Afro-Américains au cours des années 1960 se serait radicalisée parce qu'ils avaient été exclus de la société et de la politique et n'étaient donc pas en mesure de résoudre efficacement les problèmes de leur groupe par le biais d'un processus politique «normal». Des actions extraordinaires étaient donc nécessaires pour ouvrir la voie à une participation régulière des Noirs.

Cette interprétation n'est pas entièrement indéfendable. Avec l'adoption des lois de 1964 (Civil Rights Act\*) et 1965 (Voting Rights Act\*), le programme du mouvement des droits civiques sembla avoir été réalisé. Cependant, il apparut rapidement que les idéaux de liberté et de dignité n'avaient pas été réalisés et, en l'espace d'un an, ces idéaux furent réaffirmés dans la revendication du *Black Power*. Un programme social fut élaboré, mais là encore, les idéaux qui le sous-tendaient ne furent pas réalisés. Le problème est de traduire des accords abstraits en objectifs politiques concrets, et, là aussi, l'interprétation des «acquis des années soixante» s'effondre. Elle réduit à néant les idéaux et la pertinence des programmes en question.

Certes, la ségrégation raciale a été éliminée dans le Sud, et a supprimé ainsi le poids d'une énorme oppression sur la vie des Noirs. Cependant, le démantèlement du système de

---

<sup>7</sup> Paul Piccone, «Beyond Critical Theory», ronéoté, et «The Crisis of One-Dimensionality», *Telos* (printemps 1978), pp. 43-54. Voir également Tim Luke, «Culture and Politics in the Age of Artificial Negativity», *ibid.*, pp. 55-72.

<sup>8</sup> Cf. par exemple : Thomas R. Brooks, *Walls come tumbling down : A History of the Civil Rights Movement, 1940-1970* (Englewood Cliffs, N.J., 1974), pp. 290 et suivantes ; Eddie N. Williams, *From Protest to Politics : The Legacy of Martin Luther King, Jr.* (Washington, D. C.).

<sup>9</sup> Ce slogan a pris de l'importance suite à la réaction volubile de l'élite noire face à l'arrêt *Bakke\** de la Cour suprême, qui est censée avoir présagé un renversement de ces prétendus «acquis». On trouve une interprétation de ces acquis dans Richard Freeman, «Black Economic Progress since 1964», *Public Interest* (été 1978), pp. 52-68.

ségrégation raciale n'a fait qu'éliminer un obstacle bloquant la *possibilité* de l'émancipation. Dans ce contexte, le calcul des «*conquêtes des années soixante*» ne peut commencer qu'au moment où cet extraordinaire système de domination a été éliminé. Quels sont donc ces «*acquis*» qui auraient suivi l'adoption de la législation sur les droits civiques et comment ont-ils affecté la vie des Noirs ?

En 1967, le chômage des Noirs dépassait les 7 % ; pour les cinq premiers mois de 1978, il était en moyenne supérieur à 12 %<sup>10</sup>. Entre 1969 et 1974, la proportion de la population noire classée comme ayant de «*faibles revenus*» est restée pratiquement la même<sup>11</sup>. Le revenu médian des Noirs ne s'est pas amélioré de manière significative par rapport au revenu des familles blanches au cours de la décennie qui a suivi l'adoption de la législation sur les droits civiques<sup>12</sup> ; et, entre 1970 et 1974, le pouvoir d'achat des Noirs a en fait diminué<sup>13</sup>. En outre, les Noirs sont toujours beaucoup plus susceptibles de vivre dans des logements inadéquats que les Blancs, et l'espérance de vie des hommes noirs a diminué, tant en termes absolus que par rapport aux Blancs, depuis les années 1959-1961<sup>14</sup>.

Ainsi, les conditions matérielles de la population noire dans son ensemble n'ont pas connu d'amélioration sensible. Par conséquent, si la disparition de l'opposition noire est liée directement à la satisfaction de leurs aspirations, les critères de satisfaction ne peuvent provenir du niveau général d'existence matérielle de la communauté noire. On peut en dire autant de catégories telles que «*l'accès à la prise de décision politique*». Bien que le nombre de Noirs élus ou nommés à des fonctions publiques ait augmenté à pas de géant depuis le milieu des années 1960, cette augmentation n'a pas amélioré de manière évidente la vie de la communauté noire.

Tout dépend de la méthode adoptée. La thèse des «*conquêtes des années soixante*» ne tient que si l'on considère la «*communauté noire*» comme une agrégation sociale monolithique. Bien que la vie des Noirs *dans leur ensemble* ne se soit pas considérablement améliorée au-delà de l'élimination de la ségrégation raciale, dans les années 1970, certaines couches de la communauté noire en ont réellement bénéficié. Cette évolution est le résultat direct du militantisme des années 1960 : de l'interaction entre le «*mouvement*» et la logique intégrative du capitalisme administratif. Et cette interprétation des «*acquis des années 1960*» réussit à expliquer la «*satisfaction*» des Noirs uniquement parce qu'elle est elle-même l'idéologie des couches ayant précisément bénéficié des événements des années 1960, au sein de la communauté noire. Ces strates de «*leaders*» ont tendance à généraliser leurs propres intérêts dans la mesure où elles considèrent que leur légitimité et leur intégrité sont liées à une conceptualisation monolithique de la vie des Noirs. En effet, cette conceptualisation est apparue dans la mythologie unitariste du nationalisme noir à la fin des années 1960. La représentation

---

<sup>10</sup> US Department of Labor, Bureau of Labor Statistics, *Employment and Earnings XXV* (1978) ; le rapport spécial de la National Commission for Manpower Policy (Special Report n° 9, *The Economic Position of Black Americans : 1976*, Washington, D.C., 1976) fournit des données confirmant les tendances.

<sup>11</sup> US Department of Commerce, Bureau of Labor Statistics, *The Social and Economic Status of the Black Population in the United States : 1974*, Washington, D.C., 1975, p. 42.

<sup>12</sup> *Ibid.* p. 25.

<sup>13</sup> Barbara Jones, «*Black Family Income : Patterns, Sources and Trends*», document non publié présenté lors des réunions annuelles de l'American Economic Association, à Atlantic City, New Jersey, en septembre 1976, p. 2.

<sup>14</sup> Bureau of the Census, *Social and Economic Status*, pp. 123 et 137.

de la communauté noire en tant que sujet collectif dissimulait parfaitement le système hiérarchique qui régissait la relation entre les «leaders» et les «dirigés»<sup>15</sup>.

Analyser la genèse de cette nouvelle élite, c'est analyser simultanément le développement de la domination dans la société américaine en général. Par conséquent, cet article se concentrera sur les sources de la pacification des années 1970 et exposera les limites de toute activité oppositionnelle qui s'abstient de critiquer les modèles influençant l'organisation des masses. Cette approche tend à capituler devant la logique hégémonique de la domination.

La résistance des Noirs à l'oppression est loin d'avoir commencé à Montgomery, en Alabama, en 1955. Pourtant, l'opposition à la domination raciale n'a pris la forme d'un mouvement de masse qu'à ce moment-là. Pourquoi en a-t-il été ainsi ? Malgré de nombreuses allusions à l'impact de la «décolonisation» en Afrique, aux expériences internationales des Noirs pendant la Seconde Guerre mondiale, etc., les raisons pour lesquelles le militantisme noir a explosé à la fin des années 1950 ont rarement été abordées de manière systématique<sup>16</sup>. Bien que la résistance avant 1955 ait sans aucun doute été renforcée par les mouvements anticolonialistes à l'étranger, ce qui a été significatif pour la croissance de l'activité en faveur des droits civiques après 1955, ce sont les forces qui ont remodelé l'ordre social américain dans

---

<sup>15</sup> Le fait que l'élite des «leaders» projette ses intérêts sur l'ensemble de la population noire n'est pas un phénomène unique et ne suggère pas nécessairement des motifs insidieux ; cependant, c'est justement dans la mesure où l'hégémonie de l'élite se développe inconsciemment qu'elle représente un obstacle important pour l'action en faveur de l'émancipation. Cf. la critique des intellectuels et de l'intelligentsia par Gouldner ; Alvin W. Gouldner, «Prologue to a Theory of Revolutionary Intellectuals», *Telos* (hiver 1975-1976), pp. 3-36 et *The Dialectic of Ideology and Technology : The Origins, Grammar and Future of Ideology* (New York, 1976), pp. 247-248 et *passim*.

<sup>16</sup> John Hope Franklin ne soulève pas la question dans son ouvrage de référence, *From Slavery to Freedom : A History of Negro Americans* (New York, 1969, 3<sup>e</sup> édition), ni, étonnamment, dans *The Crisis of the Negro Intellectual : From Its Origins to the Present* (New York, 1967) de Harold Cruse, contribution fondamentale à une théorie réflexive sur l'activité politique des Afro-Américains. Cruse et Franklin omettent peut-être de soulever cette question, parce que tous deux – conformément aux idées reçues – pensent que les militants noirs nous ont légué un héritage ininterrompu, sinon cumulatif, durant tout le XX<sup>e</sup> siècle. Franklin analyse le mouvement des droits civiques simplement comme le point culminant d'un siècle (ou plus) de protestations. Établissant une continuité entre le pôle de l'intégrationnisme et celui du nationalisme, Cruse les projette en reculant et en avançant dans le temps, de Frederick Douglass\* et Lucy A. Delaney\* au *Black Power*, en passant sous silence des différences historiques significatives au cours de ce processus. Dans *The Making of Black Revolutionaries* (New York, 1972), James Forman\* est tellement absorbé par les développements organisationnels les plus spectaculaires du mouvement qu'il est incapable de le replacer dans son contexte historique. Son récit des années 1950 est entièrement centré sur sa prise de conscience politique personnelle. Les livres de Louis Lomax (*The Negro Revolt*, New York, 1971, édition révisée), de Lewis Killian (*The Impossible Revolution ? Black Power and the American Dream*, New York, 1968) et les deux volumes de Lerone Bennett Jr [*The Negro Mood* (New York, 1964) et *Before the Mayflower : A History of the Negro in America, 1619-1964*, (Baltimore, 1969 édition révisée)] soulèvent tous la question pour y répondre avec désinvolture, ou l'é luder encore davantage. Chacun des auteurs cités illustre un défaut trop fréquent, et qui s'étend à toute l'étude de l'activité politique des Afro-Américains : la tendance à abstraire la vie des Noirs des courants de l'histoire américaine. Les scénarios de l'existence des Noirs qui en résultent se révèlent superficiels.

son ensemble. Une perspective historique approfondie sur le développement de l'opposition noire nécessite de comprendre l'époque de la Guerre froide dans laquelle elle a pris forme.

Bien qu'elle soit symbolisée, dans l'imagination populaire, par la «stratégie du risque calculé maximum», la «théorie des dominos», les abris anti-atomiques et l'atmosphère de terreur mise en place par le sénateur Joseph McCarthy\*, la Commission des activités anti-américaines\* et des légions de «libéraux\*» méticuleusement anticommunistes, la guerre froide fut un phénomène culturel beaucoup plus large. En définitive, le nouveau mode de domination qui se développait depuis plus de deux décennies se consolida précisément durant cette période. Selon Piccone, l'époque de la guerre froide marqua l'aboutissement d'une dynamique d'ajustement politique et culturel de l'économie américaine qui avait commencé durant les années 1920<sup>17</sup>. Sur le plan politique, le New Deal redéfinit le rôle de l'appareil d'État en termes d'intervention agressive et anticyclique dans l'économie et la réalité quotidienne. Dans le même temps, la production de masse exigeait une intensification de la consommation. Cette exigence fut satisfaite par le développement et l'expansion d'une industrie culturelle consciemment manipulatrice et par la prolifération d'une idéologie de la consommation à travers la communication de masse et l'industrie du divertissement<sup>18</sup>.

Le consumérisme et le New Deal conduisirent à une intensification de la taylorisation du travail, qui homogénéisa la vie américaine selon les diktats de la rationalité bureaucratique-instrumentale. Dans les années 1950, l'américanisation était enfin institutionnalisée. Un conformisme politique, intellectuel et culturel rigide (la «*recherche de l'approbation d'autrui\**», selon Riesman) témoignait d'une intégration sociale reposant sur l'introjection et la reproduction des impératifs du système de domination au niveau de la vie quotidienne<sup>19</sup>.

Les pressions en faveur de l'homogénéisation exercées pendant des décennies, au travail, dans les écoles et grâce à l'industrie culturelle avaient éliminé toute particularité culturelle

---

<sup>17</sup> «Crisis of One-Dimensionality», p. 45-46, «Beyond Critical Theory», p. 6.

<sup>18</sup> John Alt observe que : «*Le problème de la légitimation de la réorganisation industrielle a été résolu par une nouvelle pratique sociale et une idéologie structurée autour de la quête de l'argent, du confort matériel et d'un niveau de vie plus élevé grâce au consumérisme. Autre face nécessaire de la production de masse taylorisée, la consommation de masse était elle-même offerte comme la justification ultime de la rationalisation du travail.*» «Beyond Class : The Decline of Industrial Labor and Leisure» Telos (été 1976), p. 71. Stuart Ewen identifie la période de la guerre froide comme l'apothéose du consumérisme, dont la consécration au cours de ces années a été favorisée par la diffusion continue du journalisme populaire et le «*marketing de masse de la télévision [...] (qui) a transporté l'imagerie de la consommation dans les moindres recoins de la vie domestique*» (*Captains of Consciousness : Advertising and the Social Roots of the Consumer Culture*, New York, 1976, pp. 206-215).

<sup>19</sup> Cf. David Riesman (avec Nathan Glazer et Reuel Denney), *The Lonely Crowd : A Study of the Changing American Character*, New Haven, 1961, édition abrégée, pp. 19-22 [*La foule solitaire*, Arthaud, 1964, NdT] et l'étude perspicace et éloquente de Jules Henry sur cette période, *Culture Against Man* (New York, 1963). Marcuse va jusqu'à suggérer que même le concept d'introjection risque de ne pas rendre décrire adéquatement comment l'ordre unidimensionnel est reproduit dans l'individu. En effet, «*L'introjection implique l'existence d'une dimension intérieure distincte des exigences extérieures et qui leur est même antagoniste – une conscience et un inconscient individuels distincts de l'opinion et du comportement publics [...] (Cependant, la production et la distribution de masse réclament l'individu tout entier [...]). Les multiples processus d'introjection semblent s'ossifier en des réactions presque mécaniques. Il en résulte, non pas un ajustement, mais une mimésis : une identification immédiate de l'individu à sa société et, à travers elle, à la société dans son ensemble*», *One-Dimensional Man*, p. 10 (*L'homme unidimensionnel*, op. cit.).

authentique parmi les groupes ethniques. Il ne restait plus que des résidus de cultures perdues – des maniérismes vides et des identités ethniques ambivalentes mobilisables pour la politique électorale du Parti démocrate<sup>20</sup>. De plus, le modèle pluraliste était déjà disponible pour intégrer le mouvement ouvrier, dépolitisé depuis des années. Dans ce contexte, l'élimination impitoyable de toute opposition restante par la chasse aux sorcières n'était que le *coup de grâce* d'une bataille déjà gagnée.

Pour diverses raisons, tout au long de cette période, le capitalisme monopoliste a réorganisé la vie américaine en contournant une région qui n'avait pas été intégrée dans le nouvel ordre social. À la fin de la Seconde Guerre mondiale, le Sud restait la seule «frontière» intérieure disponible pour une pénétration de capitaux à grande échelle. Cependant, même si le Sud pouvait attirer l'industrie grâce à une main-d'œuvre docile et habituée aux bas salaires, la domestication complète de cette région nécessitait certains ajustements de base.

D'une part, l'organisation en castes de la société du Sud avait sérieusement entravé le développement d'une offre de travail rationnelle. Si l'on a beaucoup insisté sur le fait que la ségrégation de la main-d'œuvre facilitait la baisse du niveau général des salaires, le maintien d'une dualité des marchés du travail gênait le recrutement de la main-d'œuvre<sup>21</sup>. En tant que caste de parias, les Noirs ne pouvaient constituer une armée de réserve industrielle adéquate puisqu'on les tenait à l'écart de certains emplois. Par conséquent, en période d'expansion rapide, il n'était pas possible d'utiliser pleinement le réservoir de la main-d'œuvre noire assujettie. Les Noirs n'étaient pas non plus mobilisables comme une force potentielle pour briser les grèves aussi facilement que dans d'autres régions, puisque leur emploi dans des emplois traditionnellement «blancs» risquait de déclencher des perturbations généralisées.

La dualité du système de travail était inconciliable avec le principe réduisant tout le travail au «travail abstrait<sup>22</sup>». La gestion scientifique du travail avait cherché à réduire les processus

---

<sup>20</sup> La question n'est pas que l'ethnicité ait perdu son pouvoir en tant que base d'auto-identification ou qu'activité associative. Cependant, le caractère distinctif des formes institutionnelles à l'origine de la conscience de groupe au départ a été effacé. Warner et Srole reconnaissent fièrement le rôle central de l'ordre dominant dans la détermination de la conscience ethnique : «*Les forces qui sont les plus puissantes à la fois dans la formation et le changement des groupes ethniques émanent des institutions du système social américain dominant.*» W. Lloyd Warner et Leo Srole, *The Social Systems of American Ethnic Groups* (New Haven, 1945, p. 283-284). Dans leur article «*Americanization and Consumption*» (*Telos* n° 37, automne 1978), Stuart et Elizabeth Ewen observent que la dynamique d'homogénéisation a commencé avec l'intégration dans le système du travail salarié qui «*a créé de grandes fissures et, en fin de compte, des lacunes dans la vie des gens. L'argent [...] rendait inutile une grande partie de la manière dont les peuples non industriels se comprenaient eux-mêmes, et la reproduction de leur vie quotidienne. Le système monétaire lui-même était un moyen de communication de masse largement diffusé qui arrachait la structure des besoins des gens à leurs racines habituelles et, par nécessité, transplantait ces besoins dans un sol nourri par la "rationalité" des grandes entreprises et du marché de détail*» (p. 47). Les modes de vie ethniques traditionnels n'avaient guère de chance dans des situations où les conditions de survie étaient aussi celles de la massification. Voir également Maurice R. Stein, *The Eclipse of Community : An Interpretation of American Studies* (New York, 1960).

<sup>21</sup> Voir, par exemple : John V. Van Sickle, *Planning for the South : An Inquiry into the Economics of Regionalism* (Nashville, 1943, pp. 68-71) ; Gene Roberts, Jr, «*The Waste of Negro Talent in a Southern State*» dans Alan F. Westin (dir.), *Freedom Now : The Civil Rights Struggle in America* (New York, 1954).

<sup>22</sup> Dans *Labor and Monopoly Capital : The Degradation of Work in the 20th Century* (New York, 1974 ; *Travail et capital monopoliste*, Maspero, 1976), Harry Braverman note une

de travail à des mouvements homogènes et interchangeableables des mains et des yeux, dans l'espoir d'éliminer le travail spécialisé<sup>23</sup>. Une main-d'œuvre stratifiée sur la base d'un critère économiquement irrationnel tel que la race constituait un sérieux obstacle à la réalisation de l'idéal d'un réservoir de main-d'œuvre composé d'unités équivalentes. (Sans compter le gaspillage que représentait l'obligation de fournir deux séries de toilettes dans les usines !) En outre, le système existant d'assujettissement des Noirs, fondé sur la brutalité, était intrinsèquement instable. L'ordre racial qui exigeait pour son maintien une terreur constante risquait à chaque instant de déclencher une rébellion ; il mettait ainsi en danger l'administration «rationnelle» du travail. Compte tenu de cet état de fait, il était logique que l'élite du grand patronat soutienne une initiative antiségrégationniste.

La relation entre le programme social des grands patrons et politiciens «libéraux» et les manifestations en faveur des droits civiques ne se réduit pas à une relation de cause à effet. Certes, la Cour suprême s'était attaquée à la ségrégation légale depuis près de vingt ans et l'arrêt *Brown\** de la Cour suprême, en 1954, avait fourni finalement l'impulsion nécessaire pour que la protestation des Noirs s'intensifia. Cependant, l'éruption de la résistance des Noirs du Sud avait ses propres racines. Prétendre que le mouvement des droits civiques a été une conspiration bourgeoise serait succomber au mythe des gestionnaires de l'ordre social sur leur propre omnipotence. La question importante n'est pas de savoir si des secteurs de l'élite patronale ont orchestré le mouvement des droits civiques. Nous devons plutôt analyser les déficiences au sein du mouvement des droits civiques qui étaient suffisamment compatibles avec le programme social des grands patrons pour inciter ces derniers à les approuver et les encourager. Pour répondre à cette question, il nous faut identifier à la fois les forces sociales opérant *au sein de* la communauté noire pendant la ségrégation et l'engagement de ces forces dans le militantisme des droits civiques. Une analyse de la dynamique interne du militantisme des années 1960 montre des chevauchements entre les objectifs de l'«offensive inspirée par le New Deal» et ceux du «mouvement» (et, par extension, de la communauté noire)<sup>24</sup>.

Aux fins de la présente analyse, les aspects les plus saillants de la communauté noire dans le Sud ségrégationniste relèvent d'une dimension de gestion. Extérieurement, la population noire était gérée grâce à une subordination codifiée, renforcée par la déshumanisation habituelle et le spectre omniprésent de la terreur. Les détails abominables de ce système sont bien connus<sup>25</sup>. En outre, les Noirs étaient systématiquement exclus de toute participation formelle à

---

situation assez ironique : le Capital s'est approprié comme idéal conscient «*l'abstraction des formes concrètes du travail*» selon Marx (pp. 181-182). Le capitalisme monopoliste a tendance à réduire constamment la part du travail dans les coûts globaux de production ; en outre, il est de plus en plus sensible à l'optimisation des profits au fil du temps, dans un environnement de production stable, cf. Andreas Papandreu, *Paternalistic Capitalism* (Minneapolis, 1972, en particulier p. 80-89). Logiquement, dans un tel système, les avantages à court terme susceptibles de découler d'une situation de marché du travail dual ne devraient pas présenter un grand attrait.

<sup>23</sup> Braverman, *Labor and Monopoly Capital*, p. 319 et *passim* [*Travail et capital monopoliste, op. cit.*]. Voir également David Noble, *America by Design : Science, Technology and the Rise of Corporate Capitalism* (New York, 1977, p. 82 et 257-320).

<sup>24</sup> Je dois préciser ici l'utilisation des concepts de «communauté noire» et de «militantisme noir». La ségrégation raciale et le mouvement contre ce fléau ont été des phénomènes du Sud. Le «nationalisme» du *Black Power* a été essentiellement un phénomène du Nord pour lequel l'exclusion raciale fondée sur la loi n'était pas un problème immédiat. Bien que les deux courants historiques de cette rébellion aient été étroitement liés, ils furent néanmoins distincts. Par conséquent, ils doivent être considérés séparément.

<sup>25</sup> Voir, par exemple : Charles S. Johnson, *Patterns of Negro Segregation* (New York, 1943) et *Growing Up in the Black Belt* (Washington, D.C., 1941) ; C. Vann Woodward, *The Strange*



la vie publique. En recouvrant les recettes fiscales auprès des Noirs sans mettre à leur disposition les services publics ni permettre aux Noirs de participer à l'élaboration des politiques publiques, le système politique local intensifiait l'exploitation normale sur le lieu de travail. L'administration publique de la communauté noire était assurée par des Blancs. L'indignité quotidienne de cette organisation sociale semblable à l'apartheid était à la fois un produit de cette privation de droits politico-administratifs et un moteur de sa reproduction. Ainsi, l'idéal abstrait de liberté né au sein du mouvement des droits civiques s'attaquait principalement à cette question.

Bien que la population noire fût écartée de l'élaboration des politiques publiques, une strate interne remplissait des fonctions de gestion sociale notables, mais limitées. Cette élite se composait principalement de fonctionnaires de bas niveau, de commerçants, de professionnels\* qualifiés desservant les marchés noirs, et du clergé. Si elle ne réussit pas à échapper à la subordination générale, cette élite autochtone réussit généralement, grâce à son niveau de vie relativement sûr et à ses relations informelles avec des Blancs importants, à éviter les manifestations extrêmes de l'oppression raciale. Cette strate stabilisait et coordonnait l'ajustement de la population noire aux impératifs de la politique sociale formulés en dehors de la communauté noire.

Dans la mesure où les fonctionnaires noirs avaient assimilé la rationalité bureaucratique, la domination des autres Noirs s'exerçait en «faisant leur travail», c'est-à-dire en répondant aux attentes du système. Pour certaines parties de l'élite noire, comme le clergé, la pratique des pasteurs et des prêtres consistant à «*apaiser les tensions au sein de la communauté*» a toujours signifié l'accommodation de la vie noire aux formes de domination existantes. De même, les commerçants et les professionnels\* qualifiés devaient leur position relativement confortable au sein de la communauté noire aux marchés spéciaux et captifs créés par la ségrégation. De plus, dans le rôle du «*porte-parole responsable des Noirs*», ce secteur était capable de susciter une *politesse* considérable, voire une sollicitude, de la part des membres «éclairés» de l'élite blanche. La «coopération» interracial sur les questions politiques s'accomplissait ainsi sans heurts, et «l'intérêt général» semblait satisfait simplement parce que l'opposition aux initiatives du groupe dirigeant blanc avait été efficacement neutralisée. Le facteur d'activation de cette relation de gestion était une notion de «*negro leadership*» (plus tard *black*, voire même *Black*<sup>26</sup>), engendrée en dehors de la communauté noire. De temps à autre, la frange radicale du mouvement observait amèrement que la catégorie sociale des «leaders» semblait ne s'appliquer qu'à la communauté noire. Aucun «leader blanc» n'était censé représenter une population blanche spécifique. Mais certains Noirs étaient présentés comme des faiseurs d'opinion et les porteurs des intérêts d'une population noire anonyme. Ces «leaders» légitimaient leur rôle par

---

*Career of Jim Crow* (New York, 1966) ; Wilbur J. Cash, *The Mind of the South* (New York, 1941) ; Robert Penn Warren, *Segregation : The Inner Conflict in the South* (New York, 1956) ; John Bollard, *Caste and Class in a Southern Town* (New York, 1957) ; James W. Vander Zanden, *Race Relations in Transition* (New York, 1965) ; George B. Tindall, *The Emergence of the New South : 1913-1945* (Baton Rouge, 1967) ; Arthur Raper, *Preface to Peasantry : A Tale of Two Black Belt Countries* (Chapel Hill, 1936) et *The Tragedy of Lynching* (Chapel Hill, 1933) ; William L. Patterson, *We Charge Genocide* (New York, 1951) et Martin Luther King, Jr., *Why We Can't Wait* (New York, 1964). La discussion qui suit s'inspire librement de ces sources.

<sup>26</sup> En anglais, l'auteur utilise le mot noir de trois façons : *negro*, puis *black* avec une minuscule et enfin une majuscule. Pour plus de détails sur la terminologie servant à désigner les populations originaires d'Afrique et leurs descendants aux Etats-Unis on pourra lire Yves Coleman, «De l'«homme de couleur» à l'«Afro-Américain» : de l'usage politique de certains mots piégés», <https://nfnf.eu/spip.php?article750> (NdT).

leur capacité à obtenir des faveurs occasionnelles de la part de Blancs puissants et par le statut qu'ils occupaient déjà dans la communauté noire<sup>27</sup>.

Ce mode de domination ne pouvait pacifier complètement la vie des Noirs : seule la transformation de l'ordre ségrégationniste pouvait commencer à le faire. De plus, la stratégie de gestion interne générait des pressions centrifuges qui lui étaient propres. Outre la ségrégation, on pouvait distinguer trois autres éléments perturbateurs au sein de la communauté noire dans les années 1950.

Premièrement, l'émergence des États-Unis au sortir de la Seconde Guerre mondiale en tant que principale puissance mondiale projeta la culture américaine sur la scène internationale. Ainsi, les mouvements anticolonialistes (qui se développèrent en Afrique et en Asie, pendant que s'effondraient les empires coloniaux français et britannique) eurent un impact significatif sur la résistance noire dans ce pays<sup>28</sup>.

Deuxièmement, la logique de l'unidimensionnalité était elle-même devenue un élément perturbateur. L'égalitarisme homogénéisant du «New Deal» engendra un désir de justice capable de soutenir une longue bataille contre la ségrégation dans le Sud. Le défi à la domination raciale était justifié en invoquant le «rêve américain» et un idéal de liberté exprimé dans une demande de citoyenneté à part entière<sup>29</sup>. Ainsi, les mêmes forces qui, depuis les années 1920, cherchaient à intégrer les diverses populations d'immigrés, engendrèrent également une conscience nationale américaine chez les Noirs. Dans les années 1950, un sentiment de participation à une société nationale s'était enraciné même dans le Sud, fécondé par l'industrie de la culture de masse (y compris les publications noires), les écoles et une idéologie défensive de la guerre froide. Face à cette conscience nationale croissante, l'existence d'un régime où les individus étaient «séparés mais égaux» était devenue intolérable pour les Noirs. Cela ne signifie pas que tous les Noirs du Sud s'identifiaient à l'État-nation américain dans les années 1950, d'autant plus que les principaux mécanismes d'ajustement culturel tels que la télévision, les films populaires, l'école obligatoire, etc., n'avaient pas encore complètement façonné la communauté afro-américaine. Cependant, la culture de masse et ses idéologies corollaires

---

<sup>27</sup> La notion bizarre de «leadership» noir n'est certainement pas une invention de l'après-guerre. Cette stratégie de pacification fut le principal moyen non terroriste employé pour soumettre l'opposition des Noirs depuis le réseau d'alliances de Booker T. Washington\* avec les éléments progressistes du grand patronat et les démocrates Bourbon\* du Nouveau Sud. En outre, la notion d'une strate de dirigeants censés parler au nom d'une communauté noire monolithique devint le modèle idéologique et l'idéal politique du radicalisme des années 1960 – en particulier dans ses variantes «nationalistes».

<sup>28</sup> La fascination de King pour Satyagraha\* suggère, bien qu'exagérément, l'influence que la décolonisation à l'étranger eut sur le développement du mouvement des droits civiques. Cf. David L. Lewis, *King : A Critical Biography* (Baltimore, 1970), pp. 100-103 et King, «Letter from Birmingham Jail», dans *Why We Can't Wait*, pp. 76-95 [en français : <https://organisez-vous.org/martin-luther-king-lettre-birmingham/>, NdT].

<sup>29</sup> Lomax, *The Negro Revolt*, p. 21 et *passim* ; Martin Luther King, Jr, «I Have a Dream», dans *Speeches by the Leaders : The March on Washington for Jobs and Freedom* (New York, non daté ; [en français : <https://ml.usembassy.gov/fr/dream-le-texte-integral-en-francais-du-discours-de-martin-luther-king/>, NdT] ; Whitney Young, *To Be Equal* (New York, 1964) ; et Samuel DuBois Cook, «The American Liberal Democratic Tradition, the Black Revolution and Martin Luther King, Jr.» in Hanes Walton, *The Political Philosophy of Martin Luther King, Jr.* (Westport, Conn., 1971, pp. xiii-xxxviii).

avaient largement pénétré la sphère privée de l'élite noire : la strate d'où provenait l'opposition systématique<sup>30</sup>.

Troisièmement, étant donné la barrière raciale, la mobilité sociale de l'élite noire était limitée, par rapport à celle de son homologue blanche. En raison de la proscription *de facto* de l'accès à la plupart des professions qualifiées, ils avaient peu de possibilités d'avancement. Dans le même temps, le nombre de personnes cherchant à devenir membres de l'élite avait augmenté au-delà de ce qu'une société ségréguée pouvait accueillir, en raison de la croissance démographique et de l'augmentation de la fréquentation des universités. En outre, la mobilité ascendante était définie par la culture nationale globale, ce qui affaiblissait encore davantage la capacité de l'élite noire à intégrer ses jeunes. Alors que l'idéologie exigeait que l'on développe la physique nucléaire et les techniques modernes de la gestion d'entreprise, la mobilité ascendante des Noirs reposait sur le secteur des pompes funèbres et la fraternité afro-américaine des Elks\* ! La disjonction entre les idéaux et les possibilités délégitimait la prétention de l'élite à servir d'intermédiaire et de porte-parole. Son rôle étant remis en question, l'élite noire se retrancha sur ses positions car elle n'était plus en mesure de remplir efficacement sa fonction de gestionnaire interne de la communauté noire et perdit toute autorité auprès de ses «recrues» et de la communauté noire en général. En conséquence, un espace social apparut au sein duquel le mécontentement contre la ségrégation put se développer sous la forme d'une opposition systématique.

Du point de vue de la gestion sociale de la population noire, les sources du «mouvement pour les droits civiques» sont identifiables au sein et à la périphérie de son élite autochtone. Cependant, dès que l'opposition des Noirs dépassa les frontières de la communauté noire, la perspective d'une simple gestion interne devint inadéquate pour comprendre les développements ultérieurs du mouvement des droits civiques. Lorsque l'opposition à la ségrégation se transforma en une rébellion politique, la protestation noire exigea une réponse des élites dirigeantes blanches. Le fait que les Noirs et les élites patronales eussent tous deux intérêt à réorganiser la société sudiste contribua à définir la logique de toute l'activité politique afro-américaine ultérieure. Les deux groupes d'intérêts souhaitaient rationaliser les relations raciales dans le Sud et le mouvement des droits civiques permit de les réunir<sup>31</sup>.

L'alliance entre les grands patrons et politiciens «libéraux» et la contestation noire était évidente dans le soutien déterminé que tous deux apportèrent à l'activité des droits civiques mobilisée par la coalition inspirée par le New Deal. Les principales organisations syndicales et les grands patrons «éclairés» montèrent immédiatement à bord du train de la liberté par le biais de l'aile «progressiste» du Parti démocrate et des fondations privées. De plus, en couvrant la résistance noire dans le Sud, la télévision développa et affina ses remarquables capacités à créer l'opinion publique par le biais de nouveaux reportages «objectifs» (talent qui atteignit son apogée plus tard, en 1974, avec l'expulsion de Richard Nixon de la présidence). Mais la télévision n'était pas seule sur le front culturel de la lutte idéologique. *Life, Look, le Saturday*

---

<sup>30</sup> Cela ne signifie pas que le magazine *Life* et la série télévisée «Father Knows Best» ont appris aux Noirs à «rêver le rêve de la liberté». La logique intégrative de la massification a plutôt exacerbé les tendances disruptives déjà présentes au sein de l'élite noire.

<sup>31</sup> Des concepts tels que la duplicité et la cooptation ne permettent pas de comprendre pourquoi les entreprises et les groupes d'intérêts «libéraux\*» ont soutenu activement le mouvement des droits civiques. De telles interprétations ne peuvent expliquer pleinement les programmes et les stratégies qui ont surgi dans la communauté noire. Elles suggèrent que des Noirs naïfs et confiants, attachés à un idéal d'émancipation globale, se seraient laissés détourner de cet idéal par des loups bourgeois déguisés en moutons. Ce type de thèse de la «fausse conscience» est théoriquement inacceptable. La conscience est fautive non pas lorsqu'elle est un mensonge imposé de l'extérieur, mais qu'elle ne comprend pas son unilatéralité historique.

*Evening Post*, les principaux journaux en dehors du Sud et d'autres publications nationales publièrent de nombreux photoreportages qui soulignaient la dégradation et la brutalisation de la vie des Noirs sous le régime Jim Crow\*.

Même le cinéma populaire chercha à thématiser la vie des Noirs en accord avec la conscience des droits civiques dans des films tels que *La Chaîne* de Stanley Kramer (1958), *Les marines attaquent* de Hall Bartlett (1960), *Un raisin au soleil* de Daniel Petrie (1961), *L'esclave libre* de Raoul Walsh (1957) et le très instructif *Nothing but a Man* de Michael Romer (1964). Ces films et d'autres firent l'effort de dépeindre les Noirs avec une profondeur et une complexité humaines jusqu'alors absentes des productions hollywoodiennes. En 1957, même le grand tabou du métissage put être dépeint à l'écran dans *Une île au soleil* de Robert Rossen, et dix ans plus tard, la campagne culturelle avait connu un tel succès que ce thème fut exploré dans des scènes qui se déroulaient dans d'élégants petits salons plutôt que dans des petites rues minables ; son traitement connut même une «fin heureuse» dans *Devine qui vient dîner...* de Stanley Kramer. Il est intéressant de noter que Dorothy Dandridge fut la première Noire occupant un rôle principal à être nominée pour un Oscar en raison de son rôle dans *Carmen Jones* d'Otto Preminger en 1954 – l'année de l'arrêt Brown\* de la Cour suprême – et que les périodes les plus productives du militantisme pour les droits civiques et de la carrière cinématographique de Sidney Poitier coïncidèrent. Le rôle principal tenu par Poitier dans le larmoyant *Le Lys des champs* de Ralph Nelson lui valut un Oscar en 1963, à la veille de l'adoption de la loi sur les droits civiques (et notamment de son titre II concernant les *Public Accommodations\**, les lieux publics). Ainsi soutenu par l'industrie culturelle (qui affronta la suprématie blanche à la fin des années 1950 en diffusant une émission de Perry Como\* dans laquelle la comédienne Molly Goldberg\* embrassa le joueur de baseball noir Ernie Banks\*), le mouvement des droits civiques était pratiquement assuré de réussir.

Si la coalition des droits civiques fut rendue possible par la compatibilité entre les intérêts des deux alliés dans la réorganisation du Sud, son succès fut facilité par les idéaux et les idéologies engendrés par la protestation. Même si des liens existaient depuis longtemps entre les élites noires du Sud, les dirigeants patronaux et politiciens «libéraux», si le programme des droits civiques avait soulevé des questions fondamentales concernant la structure sociale, les élites patronales auraient pu choisir la répression plutôt que le soutien au mouvement – surtout dans le contexte de la guerre froide. Au contraire, dès le début, l'establishment américain, en dehors de Dixie\* (du Sud), soutint l'abolition de la ségrégation<sup>32</sup>. Quoi qu'il en soit, l'idéologie des droits civiques correspondait parfaitement aux objectifs du capitalisme monopoliste. Le mouvement des droits civiques faisait appel à l'égalitarisme et à la rationalité sociale. Sur ces deux points, la ségrégation fut jugée inadéquate tout en n'attaquant pas les caractéristiques non raciales de l'ordre social.

---

<sup>32</sup> Bien sûr, certains éléments, surtout au sein de l'appareil d'État, ont fait le choix de la répression parce que leurs priorités bureaucratiques exigeaient la liquidation de toute présence perturbatrice dans la société. Howard Zinn, *SNCC : The New Abolitionists* (Boston, 1965), ainsi que Forman et Sellers, montrent que l'appareil fédéral, qui s'est ensuite forgé une réputation de saint patron de l'égalité auprès des «masses noires», a été au mieux tiède dans sa réponse aux revendications des Noirs pour l'application des droits constitutionnels et a souvent entrepris de liquider les tendances et les personnalités en vue du mouvement. Néanmoins, le mouvement n'a pas été détruit, et ce n'est pas arrivé parce qu'il aurait «imposé» sa volonté à l'histoire. Cette thèse romantique d'un retour de bâton est aussi peu crédible que celle qui prétend que le mouvement anti-guerre aurait mis fin à la guerre du Vietnam. L'État ne s'est guère mobilisé contre le militantisme des droits civiques ; la Cour suprême avait autorisé sa légitimité avant même qu'il ne commence.

L'argument égalitaire était à la fois d'ordre moral et constitutionnel. L'argument moral s'inscrivait dans la tradition bourgeoise, de la Réforme protestante à la Révolution française. Il revendiquait des droits égaux pour tous les êtres humains ainsi que le droit à des chances égales dans la vie. Cet impératif moral abstrait et ahistorique ne saisissait pas les rapports sociaux au-delà de leurs formes phénoménales et ne dénonçait donc l'exclusion raciale que comme une anomalie diabolique. Il n'adressait aucune critique à la forme prédominante d'organisation sociale ; et, de manière prévisible, il reposait sur le droit constitutionnel américain. L'égalité devant la loi et l'égalité des chances de participer à tous les domaines de la citoyenneté furent projetées comme une extension nécessaire pour les Noirs afin de réaliser la promesse de la démocratie dans le Sud arriéré.

L'appel du mouvement des droits civiques à une conception fonctionnaliste de la rationalité sociale coexistait avec cette idéologie égalitaire. Dans la mesure où elle bloquait les aspirations individuelles, la ségrégation était considérée comme une entrave à la croissance et au progrès sociaux artificiels. De même, en élevant des barrières artificielles telles que la limitation du pouvoir de consommation des Noirs par le biais des lois Jim Crow\* et, indirectement, par les bas salaires des Noirs, la ségrégation entravait, selon cet argument, le libre fonctionnement du marché. Par conséquent, la ségrégation était jugée préjudiciable aux Noirs qui en souffraient, mais aussi au progrès économique en tant que tel. Inutile de dire que les deux lignes d'argumentation furent accueillies favorablement par les grands patrons et politiciens «libéraux»<sup>33</sup>.

Il est maintenant évident que l'idéologie égalitaire coïncidait avec le programme culturel d'homogénéisation défendu par le grand patronat et les politiciens libéraux. L'égalitarisme des droits civiques exigeait que toute unité de travail soit équivalente à une autre, qu'un citoyen-consommateur soit considéré comme équivalent à un autre, et que le «Noir» soit considéré comme «n'importe quel autre Américain». Il est pour le moins ironique que le mouvement des droits civiques ait exigé pour les Noirs la même «éradication de l'altérité» que celle imposée aux populations immigrées. Cette exigence ne resta pas lettre morte ; grâce au concept flou d'«intégration» et à l'alliance avec une élite de grands patrons résolument prêts à aider à clarifier les problèmes et à affiner les stratégies et les objectifs, les idéaux abstraits du militantisme des droits civiques se concrétisèrent en adoptant le plan de pacification et de réorganisation défini par cette élite blanche.

L'élimination de la ségrégation dans le Sud détruisit la spécificité à la fois du Sud en tant que région et des Noirs en tant que groupe, et la rationalité invoquée par le mouvement ouvrit la voie à la reconstruction de nouveaux modes de domination de la vie des Noirs. Le mouvement avait commencé comme le résultat des frustrations de l'élite afro-américaine, et il se termina par la réalisation de l'autonomie et de la mobilité parmi les éléments de cette strate. Les lois sur les droits civiques (dont le titre II sur les lieux publics, Public Accommodations\*) et le droit de vote (Voting Rights\*) définirent officiellement de nouveaux termes pour la gestion des Noirs et un rôle élargi de sa gestion pour l'élite noire.

Bien que le mouvement des droits civiques inclût un courant radical, ce dernier ne réussit pas à développer une critique systématique de l'idéologie des droits civiques ou de l'alliance avec les grands patrons et politiciens «libéraux». En outre, les radicaux – principalement au sein du SNCC\* – ne répudièrent jamais l'idéologie du «leadership» qui renforçait le caractère négatif du mouvement, c'est-à-dire la relation de courtage entretenue par l'élite noire auprès des Blancs puissants en dehors du Sud. Ainsi, les éléments les plus radicaux contribuèrent à affaiblir leur propre position en traitant la communauté noire comme un récepteur passif de

---

<sup>33</sup> John F. Kennedy a repris cette ligne politique et l'a exploitée comme si c'était la sienne ; voir son «Message to Congress», *Congressional Record*, 88<sup>th</sup> Congrès, première session, 28 février 1968.

symboles et de directives politiques. Une fois la poussière retombée, les éléments appartenant au courant «majoritaire» dans la communauté noire et leurs alliés patronaux – qui, ensemble, monopolisaient les symboles de la légitimité – proclamèrent que la liberté avait été atteinte. Alors, la poignée de radicaux ne put que se sentir très mal à l’aise face au fait que les droits de vote et «l’égalité sociale» ne permettaient nullement d’arriver à la solution souhaitée<sup>34</sup>.

En dehors du Sud, la rébellion naquit de conditions différentes. La ségrégation raciale n’était pas codifiée de manière rigide et les sous-systèmes de gestion de la communauté noire étaient en conséquence intégrés de manière plus fluide dans l’appareil administratif local. Pourtant, des pressions structurelles, générationnelles et idéologiques, largement similaires à celles du Sud, existaient au sein de l’élite afro-américaine des villes du Nord, de l’Ouest et du Midwest où les Noirs avaient massivement immigré au cours de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle et constitué de grandes communautés. Dans les villes non ségréguées, la participation politique formelle et la consommation démocratisée existaient depuis longtemps acquises : dans ces zones urbaines, la question politique saillante était d’étendre la compétence administrative de l’élite au sein de la communauté noire. La centralité de la question administrative dans la «révolte des villes» apparut évidente au vu des programmes idéologiques qu’elle engendra.

Le *Black Power*\* naquit d’un appel à un contrôle autochtone des institutions économiques et politiques au sein de la communauté noire<sup>35</sup>. Le fait que le *Black Power* commença par réclamer un vague «*contrôle communautaire*» facilita considérablement les mésinterprétations du caractère émancipateur de la rébellion. De plus, la diversité et le caractère «militant» de sa rhétorique encouragèrent des interprétations extravagantes concernant la profondeur du mouvement. Cependant, il apparut rapidement que le «*contrôle communautaire*» réclamé (au sens de contrôle par la communauté) n’impliquait pas la direction des institutions pertinentes – écoles, hôpitaux, police, commerces de détail, etc. – par les citoyens noirs de ces villes, mais l’administration de ces institutions par de prétendus représentants *au nom de* la communauté noire. Compte tenu de l’existence d’une élite afro-américaine dont la légitimité avait déjà été certifiée par les organismes fédéraux de protection sociale, la sélection de représentants «appropriés» était prévisible. En effet, comme l’a montré Robert Allen<sup>36</sup>, l’accès aux responsabilités des membres de cette élite fut activement soutenu par des éléments patronaux et étatiques. Ainsi, la «libération noire» se transforma rapidement en «équité» noire ; le «contrôle par la communauté» devint tout simplement le «contrôle noir» ; et la stratégie d’économie noire («*blackonomics*») du président Nixon put facilement «coopter» la tendance

---

<sup>34</sup> C’est dans ce milieu où régnait un malaise confus que le révérend Willie Ricks\* donna au monde le slogan «*Black Power*» lors de la marche de Meredith\* en 1966. On perçoit la frustration des radicaux de l’époque en lisant le livre de Julius Lester, *Look Out, Whitey ! Black Power’s Gon’ Get Your Mama* (New York 1968). À certains égards, le récit de Lester, bien que plus daté, est plus utile pour comprendre cette période que ceux de Forman ou de Sellers, parce que *Look Out, Whitey !* est écrit de l’intérieur du *Black Power*, plutôt que rétrospectivement, du point de vue de nouvelles idéologies et d’anciens engagements qui doivent être protégés. Voir aussi Stokely Carmichael, «Who Is Qualified ?» dans *Stokely Speaks : Black Power Back to Pan-Africanism* (New York, 1961).

<sup>35</sup> Voir, par exemple, Carmichael, «Power and Racism» dans *Stokely Speaks, op. cit.*. Cet essai est peut-être la première tentative d’articuler un concept systématique de la notion de *Black Power*.

<sup>36</sup> *Black Awakening in Capitalist America : An Analytic History* (Garden City, 1969), p. 129-192. L’interprétation d’Allen, cependant, ne peut dépasser ce point descriptif parce qu’il accepte une notion simpliste de cooptation pour expliquer le lien entre l’élite noire et le grand patronat. En 1968, Julius Lester, dénonçait déjà le fait que les «*principaux bénéficiaires du Black Power ont été la classe moyenne noire*», *Revolutionary Notes* (New York, 1969), p. 106.

la plus rebelle des militants afro-américains des années 1960. Ironiquement, le fait que le *Black Power* ait supplanté le programme des droits civiques permit de consolider encore davantage l'hégémonie de l'élite des gestionnaires au sein de la communauté noire. L'élite noire élargit son contrôle administratif en assumant tranquillement la légitimité du contexte social dans lequel elle opérait. Le «contrôle noir» n'était en aucun cas équivalent à la démocratisation.

Cette situation n'apparaissait pas clairement, même aux yeux de la frange radicale du *Black Power*. Une telle mécompréhension politique ne peut être imputée à un opportunisme grossier ou à une conscience insuffisamment développée. Même si elles ne sont pas totalement fausses, de telles explications ne font qu'éluider la question. En effet, le radicalisme du *Black Power* absorba la majeure partie de l'aile gauche en détresse du mouvement des droits civiques et engendra des tendances «nationalistes» ultérieures ; en réalité, il brouilla la compréhension des racines de la nouvelle vague de rébellion. Alors que le militantisme des droits civiques s'épuisait et que les soulèvements spontanés proliféraient parmi les Noirs des villes, les radicaux des droits civiques cherchèrent à fabriquer une idéologie capable d'unifier et de politiser ces soulèvements. Cependant, cet effort reposait sur deux mystifications qui rationalisèrent implicitement le contrôle du mouvement par l'élite noire.

Tout d'abord, le *Black Power* présupposait un modèle d'organisation de masse fondé sur l'hypothèse d'une homogénéité des intérêts politiques noirs qui devaient être traités par le biais d'un «leadership» communautaire. Cette notion de «communauté noire» bloqua le développement d'une critique radicale au sein du mouvement des droits civiques en opposant une masse indifférenciée à une strate de «leaders» censés la représenter. Cette conception excluait toute analyse des clivages ou des particularités au sein de la population noire : les notions de «contrôle par la communauté» et de «contrôle noir» (entendre sur les Noirs) devinrent synonymes. J'ai déjà abordé les implications de cette idéologie : ayant intériorisé le modèle élitair-pluraliste hégémonique dans l'organisation de la vie politique et sociale afro-américaine, l'aile radicale ne sut développer aucune perspective critique. La critique interne ne pouvait dépasser les symboles banals de la «*blackness*<sup>37\*</sup>», et finit donc par stimuler la demande d'une nouvelle gamme de biens de consommation «révolutionnaires». Malgré toute sa grandiloquence, le *Black Power* interpréta la politique raciale au sein de l'univers idéologique grâce auquel le confinement de la population noire était pensé et arbitré.

L'acceptation de ce modèle empêcha non seulement le *Black Power* de transcender le programme social de l'élite administrative autochtone, mais elle indiqua également à quel point, comme Harold Cruse en était conscient à l'époque<sup>38</sup>, le radicalisme du *Black Power* apportait lui-même un soutien frénétique au programme de l'élite noire – d'où l'ambivalence chronique des radicaux à propos de la «*bourgeoisie noire*», du capitalisme, du socialisme et de l'«*unité noire*». Leur mystification de la structure sociale de la communauté noire était en grande partie le résultat de leur incapacité à accepter leur propre relation privilégiée avec le programme de reconstruction sociale de l'élite patronale. Cette situation précipita une mystification encore plus profonde qui éclaire l'autre facette de la rébellion du *Black Power* : la réaction contre la massification.

L'intégration revendiquée par le mouvement des droits civiques était superflue en dehors du Sud, et le *Black Power* réagissait autant contre l'idéologie intégrationniste\* que contre la domination raciale. Ainsi, alors que le nationalisme noir militant se développait en réaction à l'approche assimilationniste du mouvement des droits civiques, son modèle de la vie des Noirs était simultanément obsolète. Cette aspiration était prise pour une réalité et reposait sur la croyance en l'existence d'une «culture noire» – elle tentait de récupérer de façon romantique

---

<sup>37</sup> Malgré ses positions identitaires, on pourra se reporter à ce site pour en savoir plus : <https://sismo.inha.fr/s/fr/page/blackness> (NdT).

<sup>38</sup> Harold Cruse, *Crisis*, p. 544-565.

une particularité noire en voie de disparition. Cette vision de la culture noire, bien sûr, reposait sur les caractéristiques résiduelles de la vie rurale des Noirs avant les migrations vers le Nord. Ces modèles culturels avaient caractérisé autrefois une vie et une conception du monde fondées sur des affinités, des parentés, des associations volontaires et une production dans un contexte historique de domination raciale rurale. Alors que ce monde et cette vie se désagrégeaient intégrer devant l'urbanisation et la culture de masse, le nationalisme noir chercha à le reconstituer<sup>39</sup>.

En ce sens, l'orientation nationaliste du *Black Power* faisait preuve de naïveté, à la fois parce qu'elle n'était pas suffisamment consciente d'elle-même et parce qu'elle prenait les artefacts et les idiosyncrasies de la culture pour sa totalité et les figeait dans une théorie ahistorique de l'authenticité. Deux conséquences en découlèrent. Premièrement, abstraite de son contexte historique concret, la culture noire perdit son dynamisme et prit la forme d'une marchandise (par exemple, les drapeaux rouge, jaune noir et vert des panafricanistes, les dashikis\*, les produits de beauté Afro-Sheen\*, les films de *blaxploitation*\*, les recueils de mauvaise poésie, etc.). Deuxièmement, tout en politisant ostensiblement la culture en la définissant comme une arène de conflit, le nationalisme noir dépolitisa en fait le mouvement dans la mesure où le cadre nationaliste réifié ne se rapportait au présent qu'à travers une politique unitaire simpliste<sup>40</sup>. La culture noire devint ainsi un moyen de légitimer l'hégémonie politique de l'élite noire.

La culture noire postulait un ordre social noir fonctionnaliste, parfaitement intégré, qui était ensuite projeté en arrière dans l'histoire comme la *vérité* de l'existence des Noirs. Elle prétendait que la condition «naturelle» de l'harmonie n'avait été perturbée que lorsque la division et le conflit avaient été introduits par des forces extérieures. Ce mythe délégitimait tout conflit interne et entravait le dialogue critique au sein de la communauté noire. En conséquence, le climat intellectuel qui s'installa au sein du «mouvement» se résuma à l'exhortation des nationalistes à «*penser noir*», version moderne de «*penser avec son sang*<sup>41</sup>». La boucle était ainsi bouclée : le rationalisme abstrait initial, qui avait ignoré les rapports sociaux de domination existants au profit d'un idéal social mythique et unitaire, se transforma en un irrationalisme militant et auto-justifié. La vérité devint une fonction de la «*blackness*» de l'orateur, c'est-à-dire que les revendications de validité devaient être résolues non pas par le discours mais par la manipulation de certains symboles banals de légitimité par l'orateur. La situation qui en résulta favorisa grandement l'élite noire, déjà bien organisée et très visible.

Le programme nationaliste fonctionnait également comme un mythe de mobilisation. En définissant une conscience collective noire, l'idéalisation d'une essence populaire noire

---

<sup>39</sup> Dans un essai intitulé «Cultural Nationalism in the Sixties : Politics and Poetry», Jennifer Jordan note ce caractère «nostalgique» du culturalisme des années 1960 et son ancrage dans l'élite noire [cf. Reed (dir.), *Race Politics and Culture. Critical Essays on the Radicalism of the 1960s*, Greenwood Press, 1986, *NdT*]. Dans la reconstruction critique la plus systématique et la plus approfondie du nationalisme culturel noir à ce jour, Jordan identifie deux tendances nationalistes fondamentales : l'une qui essaie de préserver l'héritage afro-américain, l'autre qui tente de récupérer l'héritage africain. Vraisemblablement, Ron Karenga\* doit être considéré comme un pont entre ces tendances, avec son engagement en faveur de «*la création, la récréation et la circulation de la culture afro-américaine*». Cf. «From the Quotable Karenga», dans Floyd Barbour (dir.), *The Black Power Revolt* (Boston, 1968), p. 162.

<sup>40</sup> Cf. Imamu Amiri Baraka (alias Leroi Jones), «Toward the Creation of Political Institutions for All African Peoples», *Black World XXI* (octobre 1972), pp. 54-78. «*L'unité sera la seule méthode, elle fait partie du système de valeurs des Noirs, car seule l'unité nous permettra d'obtenir le pouvoir politique*» [Baraka, *Raise, Race, Rays, Raze* (New York, 1971), p. 109].

<sup>41</sup> Sous-entendu un sang «noir» (!), conformément à toutes les mythologies identitaires (*NdT*).



exhortait simultanément à la pratique collective. Le «populaire», dans sa manifestation afro-américaine comme ailleurs, était une catégorie idéologique utilisée pour l'organisation politique des masses. La communauté devait être créée et mobilisée comme une masse homogène et passive, actionnée par une élite de «leaders».

Si la notion politisée de culture noire répondait de façon négative à l'isolement et à l'anomie vécus dans les villes du Nord, en tant que «solution», elle ne faisait qu'*affirmer la négation* de la véritable particularité noire<sup>42</sup>. La prescription de cohésion sous la forme d'une relation avec des leaders de masse trahissait l'acceptation tacite, par le mouvement, des objectifs de la strate des gestionnaires noirs. La négativité immanente au mythe culturel céda rapidement la place à un appel opportuniste à l'unité fondé sur une «*blackness*» indéfinissable et une idée de l'«*âme*» noire transformée en marchandise. Élevée au rang de fin en soi, l'unité des Noirs, devint une idéologie favorisant la consolidation du pouvoir élargi de l'élite des gestionnaires noirs sur la population afro-américaine. Dans la pratique, accepter cette conception de l'unité signifiait accepter collectivement un ensemble de revendications formulées par une élite de leaders auprès de l'appareil patronal-étatique. Dans cette mesure, le *Black Power* «radical» reproduisit, sur une base idéologique plus élaborée, la vieille politique de courtage pluraliste de l'élite noire auprès des Blancs puissants. De même, cette unité factice limita les possibilités de développement d'une sphère publique noire.

Certes, le mouvement stimula un débat politique vaste et animé au sein de la communauté noire. Bien que l'on fût loin d'une «situation de parole idéale», divers individus et groupes ciblés furent amenés à participer au discours politique sur une base considérablement plus démocratique qu'auparavant. Cependant, la montée de l'idéologie inconditionnellement unitariste, associée à une notion mystifiée d'«expertise», réintroduisit effectivement la hiérarchie dans l'arène politique qui venait d'être élargie<sup>43</sup>. Quoi qu'il en soit, la politique locale orientée vers les couches populaires de la communauté noire pouvait être résumée comme suit: l'élite des gestionnaires internes revendiquait la primauté dans le discours politique en invoquant sa capacité à projeter et à réaliser un programme social, puis elle mobilisait l'idéal de l'unité inconditionnelle pour délégitimer toute position divergente. D'un autre côté, l'opposition «révolutionnaire» n'offrait aucune solution alternative puisque qu'elle n'avait jamais répudié l'idéologie de l'expertise dans ses rangs. Les radicaux avaient simplement remplacé le pragmatisme de l'élite par une version mandarinale de l'expertise fondée sur la maîtrise des textes sacrés de la Kawaida\*, du Nkrumahisme\* ou du «socialisme scientifique». Au moment de la National Black Political Convention (Convention politique nationale noire\*) de 1972, à Gary, les couches de l'élite majoritaire étaient en passe de devenir la seule voix

---

<sup>42</sup> La fascination partagée par la plupart des nationalistes pour la perspective de créer consciemment une culture a révélé à la fois la perte d'une base culturelle authentique et l'ampleur de l'acceptation par les nationalistes de la manipulation comme stratégie (cf. les «sept critères de la culture» de Karenga, *Black Power Revolt, op. cit.*, p. 166). Plus les nationalistes choisissaient d'aller loin pour trouver leur référent culturel, plus ils démontraient clairement le passage d'une existence noire autonome et spontanée hors de l'arène de l'histoire américaine. L'extension ultime de cette forme d'évasion s'est produite avec la croissance du panafricanisme en tant qu'idéologie ; ce tournant – du moins dans ses manifestations les plus agressives – a dû admettre dans un premier temps l'inauthenticité de toute vie des Noirs américaine. Voir : Carmichael, *Stokely Speaks, op. cit.*, pp. 175-227 ; Ideological Research Staff of Malcolm X Liberation University, *Understanding the African Struggle* (Greensboro, N.C., 1971), Owusu Sadaukai (Howard Fuller), *The Condition of Black People in the 1970s* (Chicago, 1972).

<sup>43</sup> A cet égard, l'expertise se traduit par une capacité d'expression superficiellement claire et une capacité à négocier avec l'appareil de gestion sociale.

efficace de la communauté noire. Lors de la convention suivante, en 1974 à Little Rock – après l'élection d'une deuxième vague de responsables noirs – leur hégémonie était totale<sup>44</sup>.

Les raisons de la disparition de l'opposition noire aux États-Unis devraient maintenant être claires. Les sources de l'opposition étaient formulées dans les termes de l'idéologie dominante et ainsi facilement intégrées comme une affirmation de la réalité du système dans son ensemble. Le mouvement «échoua» parce qu'il «réussit», et son succès se mesura par son impact sur l'administration du système social. Au milieu des années 1970, la protestation contre la discrimination raciale dans l'emploi et l'éducation trouva une réponse dans la démocratisation, financée par l'État, de l'accès à la gestion et à d'autres métiers dits «professionnels\*». La discrimination raciale claire et quantifiable ne resta un problème urgent que pour ceux dont le gagne-pain dépendait de la découverte de cas continus de discrimination raciale<sup>45</sup>. Pourtant, il

---

<sup>44</sup> Après Little Rock\*, Ronald Walters\* a pu se réjouir bruyamment que les élus noirs soient devenus la force politique d'avant-garde de la communauté noire (cf. «The Black Politician : Fulfilling the Legacy of *Black Power*», inédit). Baraka, son ancien président et un organisateur important, a failli être expulsé de la National Black Assembly\* en 1975 par un groupe d'élus rebutés par son «marxisme», qu'il venait de découvrir. Notons toutefois qu'il a dû lui-même admettre la marginalité et la faiblesse des militants par rapport à l'élite dominante dès 1970 au Congrès des peuples africains/Congress of African Peoples\*. Cf. Baraka (dir.), *African Congress : A Documentary of the First Modern Pan-African Congress* (New York, 1972), p. 99.

<sup>45</sup> Cela ne veut pas dire que les Noirs ne sont plus opprimés, ni que cette oppression n'a plus de caractéristiques raciales. Je n'approuve pas non plus l'affirmation simpliste de Wilson selon laquelle la race recule en tant que facteur dans l'organisation de la société américaine ; comme le note Harold Barnette, l'intégration des programmes de discrimination positive dans l'appareil de gestion sociale suggère que la race conserve son importance [cf. William Julius Wilson, *The Declining Significance of Race : Blacks and Changing American Institutions* (Chicago, 1978) et la critique de Barnette dans *Southern Exposure* VII (printemps 1979), p. 121-122]. Avec la légitimation et l'absorption de l'antiracisme par le système de gestion sociale, la race a assumé une fonction plus substantielle et omniprésente que jamais auparavant dans la vie américaine. De plus, cette fonction est souvent vitale ; le contrôle de la discrimination est devenu une carrière spécialisée – avec des échelons «professionnels», «para-professionnels» et «sous-professionnels» – dans les bureaucraties publiques et privées. Cependant, la «discrimination raciale» ne peut servir de base pour interpréter ou traiter l'oppression des Noirs.

Le «racisme» est lié à une idéologie de «l'égalité des chances» qui ne peut exprimer que les intérêts de l'élite de la population noire ; l'égalité d'accès aux emplois absurdes, fragmentés et dégradants qui constituent l'essentiel du travail, par exemple, ne relève guère de la «libération noire» et constitue en définitive une revendication sociale rétrograde. Ce n'est donc pas un hasard si la seule grande bataille produite par la lutte contre le racisme dans les années 1970 a été menée contre l'arrêt Bakke\* de la Cour suprême, mouvement dont le seul objectif était la protection de l'accès des Noirs à la recherche d'un statut professionnel qualifié.

Le racisme fait son apparition comme une réification opaque qui se greffe sur des institutions par ailleurs acceptables. Il n'est pas étonnant qu'il s'agisse du seul problème que conteste l'élite noire ! Non seulement le racisme est la seule critique que l'élite noire adresse à la société américaine, mais l'affirmation selon laquelle le racisme crée un lien de victimisation équivalent parmi les Noirs est l'une des sources de légitimation de l'élite. Rappelons, dans ce contexte, que le «racisme» est devenu l'explication orthodoxe de l'oppression des Noirs lorsque la Commission Kerner\* le désigna comme la source fondamentale des émeutes urbaines de 1964-1967 [cf. *Report of the National Advisory Commission on Civil Disorders*, New York, 1968, p.

ne faut pas interpréter l'égalisation de l'accès comme une simple concession : elle permet également de rationaliser le recrutement de gestionnaires intermédiaires. Dans un sens, la discrimination positive peut être considérée comme une recherche de talents subventionnée par l'État et les grandes entreprises.

De même, la protestation contre l'administration externe de la vie des Noirs s'accompagna d'une expansion de l'appareil politico-administratif noir. Grâce au financement fédéral de la représentation communautaire, au redécoupage des juridictions électorales, au soutien de l'«éducation» des électeurs et à la croissance de la bureaucratie de l'aide sociale, l'élite afro-américaine se vit offrir des opportunités professionnelles élargies et la responsabilité officielle de gérer la population noire. La montée en puissance des fonctionnaires noirs à la fin des années 1970 marqua la réalisation du programme social de l'élite reconstruite et la consolidation de son hégémonie sur la vie des Afro-Américains. Les prédicateurs, les entrepreneurs de pompes funèbres et les politiciens occasionnels ne se disputèrent plus le droit de rationaliser un programme conçu à l'extérieur de la communauté noire. Désormais, les fonctionnaires et les militants politiques professionnels noirs représentaient, interagissaient et se légitimaient eux-mêmes devant un public attentif de fonctionnaires noirs dans les secteurs publics et privés de l'appareil de gestion sociale<sup>46</sup>. Même la reproduction idéologique de l'élite fut assurée : non seulement les journalistes des médias de masse, mais aussi les universitaires afro-américains (par le biais de publications «savantes» noires, d'instituts de recherche et d'organisations professionnelles) se mirent presque invariablement à chanter les louanges de l'élite qui avait acquis de nouvelles responsabilités<sup>47</sup>.

C'est également dans la sphère idéologique que se résolut la troisième grande protestation, celle contre la massification de la communauté noire. Si l'authentique particularité afro-américaine avait été mise à mal par les impératifs uniformisants du capitalisme de masse, la réaction des nationalistes noirs ouvrit la voie à la constitution d'une particularité artificielle<sup>48</sup>.

---

203]. Ce document alla très loin en exposant les contours de ce qui était devenu la nouvelle stratégie de gestion de la population noire.

<sup>46</sup> Le changement le plus significatif dans la structure professionnelle de la population noire au cours de la décennie qui a suivi la loi sur les droits civiques de 1964 a été l'expansion relative de son élite. Entre 1964 et 1974, le pourcentage d'hommes issus des minorités classés comme travailleurs «professionnels et techniques» a augmenté de moitié ; le pourcentage de ceux classés comme «directeurs et administrateurs» salariés non agricoles a quadruplé au cours de cette période. Des augmentations similaires ont été constatées chez les femmes des minorités (cf. *Social and Economic Status of the Black 'Population*, pp. 73-74)..

<sup>47</sup> La célébration des membres de la nouvelle élite ne se limite pas, comme autrefois, aux médias noirs. Stephen Birmingham a décrit leur présence et leurs habitudes personnelles dans son style caractéristique du journalisme pop fondé sur des ragots dans son ouvrage *Certain People : America's Black Elite* (Boston, 1977). A deux reprises au moins, le *New York Times Sunday Magazine* a fait l'éloge de la belle strate noire des années 1970. Voir Peter Ross Range, «Making It in Atlanta : Capital of 'Black is Bountiful'», *New York Times Sunday Magazine*, 7 avril 1974, et William Brashler, «The Black Middle Class : Making It», dans le numéro du 3 décembre 1978. Chacun de ces récits «colorés» tend, malgré des injections occasionnelles d'«équilibre», à accepter et à projeter la vision mystique que l'élite a d'elle-même et à exagérer son ampleur et sa force dans la société. Cependant, le fait que même le *Times* ait pris soin de publier ces deux articles suggère au moins que l'élite a été intégrée dans la stratégie patronale de marketing sur une base égale.

<sup>48</sup> La distinction entre particularité «authentique» et «artificielle» est similaire à la distinction opérée par Habermas entre traditions culturelles «vivantes» et traditions culturelles «préparées de manière objectiviste et employées de manière stratégique». Une particularité culturelle est

Des traits idiomatiques et physiques résiduels, dépourvus de tout contenu distinctif, furent injectés avec des stéréotypes raciaux et la *Weltanschauung* (conception du monde) de la petite bourgeoisie ordinaire pour créer le prétexte du caractère absolument unique d'une existence noire. On fabriqua une construction idéologique autour du caractère unique de l'existence noire, puis on la projeta universellement dans le marché de masse en tant que culture noire. Cette opération a rempli au moins trois fonctions majeures.

Premièrement, en tant qu'outil de marketing, elle facilita de multiples boniments et escroqueries autour de produits censés améliorer, embellir ou glorifier la «*blackness*<sup>49</sup>». Deuxièmement, la particularité noire artificielle servit de base au mythe d'une communauté noire authentique et légitima donc l'organisation de la population noire en une unité administrative – et, par conséquent, l'autorité revendiquée par l'élite noire. Enfin, l'altérité-sans-négativité fournie par la *blackness* idéologisée peut être considérée comme un antidote potentiel face aux nouvelles contradictions engendrées par la rationalité bureaucratique du capitalisme monopoliste. En constituant un secteur de la société présenté comme indépendant et sensible aux contrôles administratifs, la communauté noire bien gérée mais récalcitrante justifie l'existence de l'appareil administratif et légitime les formes existantes d'intégration sociale.

Dans un sens, durant une quinzaine d'années, le militantisme noir a été un phénomène beaucoup plus important que ne l'estimaient les militants noirs, alors que dans un autre sens, il a été beaucoup moins important qu'on ne le prétend<sup>50</sup>. En tant que projet émancipateur pour la population afro-américaine, le «mouvement» – surtout après l'abolition de la ségrégation – eut peu d'impact, si ce n'est le renforcement des couches existantes de l'élite noire. Pourtant, par sa participation à un programme de reconstruction capitaliste avancée, le militantisme noir contribua à dégeler la guerre froide et à esquisser un modèle pour la remplacer.

Obsolète à la fin des années 1960, la coalition inspirée par le New Deal n'était plus en mesure d'intégrer pleinement les couches sociales récalcitrantes telles que la population noire<sup>51</sup>. La coalition du New Deal a initié le processus d'homogénéisation et de dépolitisation sociale que Marcuse a décrit comme étant unidimensionnel. Comme l'observa Piccone, cependant, dans les

---

«authentique» dans la mesure où : (1) elle se reproduit au sein de l'environnement institutionnel qui délimite apparemment les groupes, c'est-à-dire en dehors du système de l'administration sociale ; et (2) elle n'est pas mobilisée par l'industrie de la culture de masse. Cf. Jurgen Habermas, *Legitimation Crisis* (Boston, 1975, pp. 70-72). [Traduction française, *Raison et légitimité*, 1988, *NdT.*]

<sup>49</sup> Jordan soutient même que le culturalisme radical était le plus susceptible, parmi toutes les formes d'opposition des années 1960, d'être soumis à la logique de la marchandisation en raison de sa tendance à réduire l'identité à l'artefact. Cf. «Cultural Nationalism in the Sixties», *op. cit.*

<sup>50</sup> Comparez par exemple : S.E. Anderson, «Black Students : Racial Consciousness and the Class Struggle, 1960-1976», *Black Scholar* VIII, janvier-février 1977, pp. 35-43 ; Muhammad Ahmad, «On the Black Student Movement – 1960-1970», *Black Scholar* IX, mai-juin 1978, pp. 2-11 ; James et Grace Lee Boggs, *Revolution and Evolution in the Twentieth Century*, New York, 1974, pp. 174 et suivantes.

<sup>51</sup> La faillite de la coalition a été démontrée par les défections de sa base électorale au profit de la «majorité silencieuse» de Nixon en 1968 et par son effondrement total face aux partisans de McGovern\* et aux républicains en 1972. Incapables de mettre fin à la guerre du Vietnam et de s'adapter à une nouvelle ère de l'impérialisme ou de répondre aux préoccupations des défenseurs de l'ère post-pénurie qu'étaient les mouvements étudiants et écologistes, les forces «libérales» et syndicales productivistes qui avaient contrôlé le Parti démocrate pendant une génération se sont également trouvées dans l'impossibilité d'établir une arène discursive commune avec les mouvements ethniques et féministes des années 1960.

années 1960, la transition vers le capitalisme monopoliste avait été pleinement réalisée et toute la stratégie était devenue contre-productive<sup>52</sup>. La tendance à l'homogénéisation et la domination totale de la forme marchandise avaient privé le système de l'«altérité» nécessaire à la fois pour contenir les tendances irrationnelles de la rationalité bureaucratique et pour localiser les éléments persistants et potentiellement perturbateurs. En dépit de leurs grandes différences, les «luttres de libération» ethniques et le militantisme de la contre-culture, d'un côté, et la réaction des *hard hats*\* (ouvriers réactionnaires), de l'autre, étaient les deux faces d'un même rejet de l'homogénéisation. Non seulement ces diverses positions remettaient en cause l'ordre unidimensionnel, mais leur existence même trahissait l'incapacité de la société complètement administrée à pacifier l'existence sociale tout en restant suffisamment dynamique.

L'évolution du militantisme noir, de la protestation spontanée au soutien du système en passant par la mobilisation de masse, a indiqué l'arrivée d'une nouvelle ère de domination fondée sur la domestication de la négativité en organisant des espaces dans lesquels elle peut légitimement s'exprimer. Plutôt que de supprimer l'opposition, le système social crée désormais la sienne. La prolifération des groupes de référence engendrés par l'État en plus des groupes ethniques (vieux, jeunes, femmes battues, handicapés, vétérans, enfants retardés et surdoués, etc.<sup>53</sup>) et l'apparition de légions d'organismes de «surveillance» révèlent à quel point le système fabrique et commercialise sa propre opposition illusoire.

Le succès écrasant du processus de massification entrepris depuis la grande dépression des années 1930 (et en réponse à celle-ci) rend possible «*l'âge de la négativité artificielle*». La conscience a été universellement fragmentée ; la capacité à penser de manière critique a décliné et notre vie quotidienne aliénée est de plus en plus réglementée<sup>54</sup> : ces phénomènes ont préparé le terrain à l'apparition de nouvelles formes de domination construites dans la texture même de l'organisation. Dans la société de masse, l'activité organisée à grande échelle nécessite une hiérarchisation. Parallèlement à la hiérarchie, cependant, la logique de la gestion sociale se met aussi en place pour (1) protéger les privilèges existants en fournissant des acquis réalisables, même s'ils sont sans importance, et (2) légitimer la rationalité administrative comme un modèle valide et efficace.

Dans la mesure où l'organisation s'efforce de s'ancrer dans la *masse*, elle est déjà intégrée dans le système de domination. Les shibboleths<sup>55</sup> qui composent sa plate-forme spécifique ne font guère de différence. Ce qui importe, c'est que l'organisation reproduise la hiérarchie et les valeurs manipulatrices typiques du capitalisme contemporain.

Le fait que les modes traditionnels d'opposition au capitalisme n'aient pas été en mesure de négocier avec succès la transition du capitalisme entrepreneurial au capitalisme administratif est tout aussi important pour l'existence de cette forme socio-managériale. Ainsi, la gauche n'a pas pleinement saisi les récents changements dans la structure de la domination et continue d'organiser la résistance selon les principes mêmes qui renforcent l'ordre social existant. En

---

<sup>52</sup> «Crisis of One-Dimensionality», p. 46 ; «The Changing Function of Critical Theory», *New German Critique*, automne 1977, pp. 35-36.

<sup>53</sup> Habermas les appelle des «quasi-groupes» et soutient qu'ils remplissent la fonction supplémentaire d'absorber les «effets secondaires de la crise économique qui a été évitée», *Legitimation Crisis*, *op. cit.*, p. 39.

<sup>54</sup> Russell Jacoby, «A Falling Rate of Intelligence ?» *Telos*, printemps 1976, pp. 141-146 ; Stanley Aronowitz, «Mass Culture and the Eclipse of Reason : The Implications for Pedagogy», *College English* n° 88, avril 1977, pp. 768-774 et *False Promises ; The Shaping of American Working Class Consciousness* (New York, 1973).

<sup>55</sup> *Shibboleths* : cette expression provient de l'hébreu ; au départ, elle désigne un mot une façon de le prononcer qui permet d'identifier un groupe donné ; par extension, une tradition idéologique spécifique voire un slogan.

conséquence, l'opposition se retrouve perpétuellement débordée. Incapable de répondre aux attentes – politiques ou autre –, la gauche s'effondre devant la crétinisation de sa propre base électorale. Une fois que le modèle de masse est accepté, la crétinisation suit rapidement et, à partir de là, l'opposition perd toute véritable négativité. Les mouvements des droits civiques et du *Black Power* ont préfiguré l'avènement de cette nouvelle ère ; la photocopie féministe de la route noire vers nulle part en a été la répétition grotesque.

Dans ce contexte, le rôle de l'industrie de la culture de masse est de maintenir et de reproduire la nouvelle synthèse de la domination. Ici encore, l'histoire de la «révolution noire» est instructive. Dans sa phase la plus radicale, le *Black Power* a vécu et s'est répandu comme un événement médiatique. Stokely Carmichael\* et Rap Brown\* ont diverti les chaînes d'information tous les soirs, et après que le «militantisme» noir ordinaire eut perdu son attrait spectaculaire, le Black Panther Party a ajouté des accessoires et des uniformes pour faire de la politique radicale une proposition de spectacle. Bien que le radicalisme noir de la fin des années 1960 ait offert les exemples les plus flamboyants de la relation particulière entre les médias de masse et l'opposition potentielle, il ne fut qu'une expression extrême d'un modèle à l'œuvre depuis les premiers jours du mouvement des droits civiques. Depuis lors, l'opposition politique a cherché à faire sa propagande par le biais des médias de masse. Compte tenu de la crétinisation ambiante et du rôle de l'industrie culturelle dans la reproduction de la conscience fragmentée et marchandisée, une telle stratégie, poursuivie sans esprit critique, ne pouvait que renforcer les modes de domination actuels<sup>56</sup>.

Le fait que toutes les formes d'opposition politique aient accepté le modèle manipulateur de l'organisation de masse a donné à la stratégie une apparence naturelle et simple et il a empêché le développement d'une approche critique. Un modèle politique s'est donc propagé : il a renforcé la simplification à outrance ; il a réduit les idéaux à des objets banalisés immédiatement consommables – c'est-à-dire à la forme-marchandise ; et il a promu un culte du héros aliéné et déshumanisé, le «révolutionnaire» remplaçant le héros ou le méchant. En bref, l'opposition est devenue de plus en plus un spectacle dans une société organisée autour de la réduction de toute existence à une série de spectacles<sup>57</sup>.

Le capitalisme monopoliste est donc entré dans une nouvelle phase caractérisée par l'extension de l'appareil administratif à l'ensemble de la vie quotidienne. Dans ce contexte, l'opposition authentique est *a priori* neutralisée par la légitimation et la projection d'une critique partielle et fragmentée qui peut être facilement rendue fonctionnelle en uniformisant davantage la rationalité prédominante. Et dans les cas où les structures bureaucratiques existantes ont besoin de mécanismes de contrôle pour éviter les excès, le malaise diffus à l'égard des institutions prédominantes finit par être artificiellement canalisé dans des formes de négativité capables de remplir la fonction de contrôle interne nécessaire. L'opposition organisée a constamment besoin d'élargir sa base électorale et de mener une «guerre de position». Ce pas en arrière nécessaire pose toujours un problème à l'opposition qui cherche à se maintenir dans le temps, dans de nouvelles conditions de négativité administrée ; et il aboutit à un glissement à sens unique vers l'affirmation de l'ordre social. La logique de la transition vers de nouvelles formes d'hégémonie bourgeoise exige un ajustement de la rationalité administrative. Des lieux

---

<sup>56</sup> Julius Lester est l'un de ceux qui ont perçu la proéminence d'un culte des médias dans le mouvement (cf. *Revolutionary Notes*, pp. 176-180). Sur le style particulier des Panthers, voir Earl Anthony, *Picking Up the Gun* (New York, 1970).

<sup>57</sup> «Le spectacle se présente comme une énorme positivité indiscutable et inaccessible. Il ne dit rien de plus que "ce qui apparaît est bon, ce qui est bon apparaît". L'attitude qu'il exige par principe est cette acceptation passive, qu'il a déjà en fait obtenue par sa manière d'apparaître sans réplique, par son monopole de l'apparence.» (Guy Debord, *La Société du spectacle*, paragraphe 12, [1967] Gallimard/Folio, 1992.)

de critique périphériques, mais systématiquement contrôlés, gèrent désormais le désir effréné d'intégration totale ; l'unidimensionnalité elle-même a été «humanisée» par la culture des fac-similés marchandisés de la diversité.

Une question importante demeure : qu'en est-il des possibilités d'une véritable opposition ? Le tableau dressé dans cet article semble excessivement pessimiste<sup>58</sup>. Il ne faut pas pour autant en déduire que l'opposition est vaine. Elle *est* cependant nécessaire pour examiner de près les modes d'opposition habituels. La théorie de la négativité artificielle historicise la critique de la gauche durant l'après-guerre froide et suggère en même temps quelques grandes lignes pour une reconceptualisation de la stratégie émancipatrice.

Cet examen du radicalisme noir au lendemain de son intégration offre une vue microcosmique de la situation critique de la gauche dans son ensemble. Ayant accepté un modèle organisationnel fondé sur la massification, les radicaux ont été contraints de rivaliser avec l'élite aux conditions de cette dernière – proposition impossible puisque l'élite avait accès à l'appareil culturel conçu pour la mobilisation de masse. De plus, même lorsque l'opposition a tenté de se reconstruire, elle n'a pas réussi à engendrer une critique systématique de sa propre stratégie et n'a donc pas su s'adapter aux changements de la structure des rapports sociaux capitalistes. Au lieu de cela, elle est restée coincée dans une structure théorique qui ne convenait qu'à un stade antérieur, pré-administratif, du développement capitaliste. Ainsi, l'échec du nationalisme noir mystifié se reproduit dans les «luttres idéologiques» d'aujourd'hui, qui ont atteint leur apogée lors de la dispute de 1978 sur la question de savoir si Mao Tsé-toung était vraiment mort !

Quelles sont donc nos possibilités ? L'analyse présentée dans cet article suggère de s'intéresser aux tentatives de cultiver des zones d'espace libre, qui échappe au contrôle d'une organisation, dans les interstices du système social et de réduire le champ de l'intervention politique de l'organisation de masse à la reconstitution de l'individualité. Il est clair que cette esquisse ne fournit aucun plan tout prêt. En fait, elle ne pointe vers aucune direction vraiment «concrète». Pourtant, les accusations de pessimisme sont injustifiées. L'espoir doit chercher ses possibilités dans les moments les plus sombres du présent ; c'est le désespoir qui se cache la tête dans le sable pour ne pas faire face à l'histoire et refuse de voir l'indésirable<sup>59</sup>.

**Adolph Reed Jr.**, *Telos* n° 39, 1979

---

<sup>58</sup> Un incident récent illustre bien la vie contemporaine : lors de la diffusion télévisée nationale du concours de Miss Black America 1978, General Motors, l'un des sponsors de l'émission, a présenté une publicité dans laquelle un employé d'usine énumère les avantages de son travail. Parmi ceux-ci figuraient le salaire, les avantages sociaux, la sécurité, la possibilité d'effectuer diverses tâches (liées uniquement à son poste spécifique), un encadrement agréable et un bon syndicat. Selon la métaphore d'un collègue qui fait partie d'une race en voie de disparition (celle des fans de baseball), la bourgeoisie a remporté une victoire écrasante avec deux points d'avance à la fin de la neuvième manche !

<sup>59</sup> «*L'essentiel est que la conscience-connaissance utopique, à travers la douleur qu'elle subit dans les faits, devienne sage, mais ne le devienne pas pleinement. Elle est rectifiée – mais jamais réfutée – par la simple puissance de ce qui, à un moment donné, est. Au contraire, elle réfute et juge l'existant s'il est défaillant, et s'il l'est de manière inhumaine ; en effet, elle fournit avant tout l'étalon permettant de mesurer une te facticité précisément comme un écart par rapport au Droit.*» Ernst Bloch, *A Philosophy of the Future* (New York, 1970), p. 91.

## Mon cheminement vers la Théorie critique (1984)

Je suis venu à la politique dans les années 60 dans un foyer afro-américain de gauche – ma mère était une catholique, «libérale» de gauche, et mon père avait été militant du Parti communiste et l'avait quitté à une période pas trop éloignée. Lorsque j'ai quitté la maison pour de bon, il menait encore, à l'université, une lutte épistolaire acharnée avec Sidney Hook\*, un vieux professeur envers lequel il entretenait une inimitié réciproque.

Les circonstances nous mettaient souvent dans des situations qui rendaient les problèmes de l'époque vivants et tangibles : à New York, nous avons vécu les campagnes électorales de Wallace\* et de Marcantonio\* ; à Washington, nous nous sommes inquiétés de l'imposition des serments de loyauté, des écoutes téléphoniques et de la chasse aux sorcières dans les années McCarthy\*. Je me souviens avoir pleuré, un jour, lorsque ma mère m'a expliqué le terrible sort des Rosenberg\* ; un de leurs fils avait mon âge. La Maison Blanche m'inspirait autant de crainte que d'admiration lorsque je nourrissais les écureuils de l'autre côté de la rue. Le premier poste d'enseignant de mon père nous a amenés à soixante kilomètres de Little Rock\*, au moment de «l'intégration» du lycée Central High, lorsque la 101<sup>e</sup> division aéroportée fut envoyée par avion pour protéger les étudiants afro-américains qui venaient d'y être admis. Les soldats noirs n'étaient pas autorisés à intervenir contre la foule hostile aux étudiants noirs et ils résidaient dans une caserne près de chez nous, d'où ils servaient de gardes «de couleur» lors des matchs de football de l'université de mon père.

J'ai passé mes années de lycée à la Nouvelle-Orléans, où j'ai vécu la révolution à Cuba et ses conséquences. Et mon grand-père, par ailleurs très conventionnel, exprimait en privé sa fierté nationaliste face à la victoire de Castro. Avec la crise des missiles\*, la peur de la chasse aux sorcières est revenue et nous avons craint qu'il ne soit expulsé.

L'une des six premières écoles de la ville à être «intégrées» se trouvait au coin de ma rue, et je devais passer devant des chiens, des barrières métalliques et des policiers avant de pouvoir prendre le bus pour me rendre à l'école. Notre directeur nous faisait rentrer tard dans l'après-midi pour nous empêcher de nous battre avec les adolescents irlandais et italiens hostiles du centre-ville.

Comme on pouvait s'y attendre, les livres des années 1960 que je retiens aujourd'hui n'ont pas vraiment brisé les illusions sur les États-Unis, «notre mode de vie» ou le capitalisme ; ils ont structuré une pensée confuse et ambivalente entre l'ancienne gauche et la nouvelle gauche. L'identification au marxisme n'était pas nouvelle ; je me considérais comme marxiste depuis que j'avais décidé de ne pas devenir prêtre au début de mon adolescence – je défendais l'Union soviétique parce qu'elle était l'espoir des opprimés du monde entier, et tout le reste. (Il m'a fallu attendre d'avoir une bonne vingtaine d'années avant de comprendre que ce qui était en jeu en 1956 en Hongrie n'était pas simplement le fait que les compatriotes de Zsa Zsa Gabor\* essayaient de renverser le pouvoir des travailleurs.)

Lorsque la tempête du Black Power a balayé les ondes, Malcolm X a parlé à mon esprit et Stokely Carmichael\* a capturé la rage que je ressentais ; j'aspirais, comme tant d'autres, à cracher, avec lui, aux différents visages du pouvoir. Le Black Power était un programme politique assez obscur, et j'ai attendu une formulation plus systématique de ce projet, mais j'ai été très déçu lorsque le «tract» de Carmichael et Hamilton, *Black Power*<sup>60</sup>, est finalement sorti, et que ce livre m'est apparu comme un banal charabia pluraliste accompagné de fioritures rhétoriques.

---

<sup>60</sup> Stokely Carmichael et Charles V. Hamilton, *Black Power. The Politics of Liberation in America*, Vintage Books, 1967 (NdT).



C'est à peu près à cette époque que j'ai découvert Frantz Fanon, par l'intermédiaire d'un exemplaire des *Damnés de la terre*<sup>61</sup> que mes parents avaient à la maison. L'introduction virulente de Sartre a eu un effet proprement cathartique sur moi ; cependant, le fameux chapitre que tous les «militants» devaient s'approprié (apparemment sans l'avoir lu) pour l'absurde débat violence/non-violence m'est apparu comme une puissante expression des effets déshumanisants de l'oppression. Plus impressionnant encore, le chapitre intitulé «Mésaventures de la conscience nationale» a renforcé mon rejet de l'idéologie des droits civiques, de son parti-pris de classe [bourgeois] – et finalement du Black Power. J'ai lu Fanon de manière compulsive et j'ai flirté avec l'analogie coloniale<sup>62</sup>.

D'autres auteurs de cette période me viennent à l'esprit : Elridge Cleaver, dont j'ai lu avec intérêt les essais dans la revue *Ramparts*, même si je ne savais pas trop quoi penser de *Soul on Ice*<sup>63</sup> (j'aurais dû le savoir : le viol, après tout, est fondamentalement un viol et ne peut être déguisé en quelque chose de moins vil) ; Laing, dont la *Politics of Experience*<sup>64</sup> a peut-être été une curieuse impulsion pour commencer à lire Freud avec des yeux autres que ceux de Staline ; les livres de Baran et Sweezy<sup>65</sup>, qui ont développé une critique de la société américaine en s'appuyant sur l'économie politique empirique et l'histoire économique et qui ont renforcé ce que je ne réalisais pas encore comme un penchant pour le tiers-mondisme. Je crois que j'ai lu pour la première fois *L'Homme unidimensionnel*<sup>66</sup> à peu près à cette époque, mais je n'ai vraiment apprécié Marcuse que plus tard ; je l'ai simplement greffé sur Fanon, Baran et Sweezy et une lecture encore orthodoxe de Marx. Le fatras de cette liste reflète à la fois le rythme rapide de cette époque et l'ambivalence tourbillonnante – entre l'ancienne et la nouvelle gauche, l'orthodoxie marxiste et le nationalisme – qui m'habitait.

Au milieu de ce tourbillon, plusieurs mois avant l'assassinat de Martin Luther King [qui eut lieu le 4 avril 1968], je suis entré dans le mouvement trotskyste et ai adhéré à l'organisation de jeunesse du SWP\* sur le campus. Comme il se doit, cette première affiliation à une organisation de la nouvelle gauche<sup>67</sup> était «nouvelle dans sa forme, ancienne dans son essence». Mon attirance pour le trotskysme exprimait une sorte de rébellion générationnelle et un désir croissant d'agir, également caractéristique de l'époque, mais il montrait aussi que,

---

<sup>61</sup> Frantz Fanon, *Les Damnés de la terre* (1961), La Découverte, 2004 (NdT).

<sup>62</sup> Aux Etats-Unis, certains théoriciens afro-américains ont considéré que les Noirs formaient une «colonie intérieure» ce qui a amené certaines organisations (dont le PC américain pendant toute une période) à réclamer la sécession d'une partie des États de la *Black Belt*, États où les Noirs constituaient une proportion importante de la population, soit l'Alabama, l'Arkansas, la Floride, la Géorgie, le Kentucky, la Louisiane, le Maryland, le Mississippi, la Caroline du Nord, la Caroline du Sud, le Tennessee, le Texas, et la Virginie (NdT).

<sup>63</sup> Cf. aussi *Un noir à l'ombre*, Seuil, 1969 ; *Sur la révolution américaine*, Seuil, 1970 ; *Panthère noire*, Seuil, 1970 (NdT).

<sup>64</sup> Ronald D. Laing, *La politique de l'expérience*, Stock, 1975 (NdT).

<sup>65</sup> Cf. Paul Baran et Paul Sweezy, *Le Capital monopoliste. Un essai sur la société industrielle américaine*, Maspero 1968 et Paul Baran, *Economie politique de la croissance*, Maspero, 1967 (NdT).

<sup>66</sup> Marcuse, *L'homme unidimensionnel*, Minuit, 1968 (NdT)

<sup>67</sup> Il est curieux que Adolph Reed range le SWP dans la Nouvelle Gauche, alors que ce groupe a été fondé en 1938 et que ses origines remontent à la création de la Communist League of America en 1928, suite à l'exclusion d'opposants trotskistes du PC américain. Je ne vois qu'une seule explication possible : le SWP s'était déjà transformé en un groupe de la Nouvelle Gauche en adoptant ses thématiques à la mode, notamment le nationalisme afro-américain et le tiersmondisme – ce qui fut effectivement le cas (NdT).

contrairement aux jeunes de ma génération, j'avais beaucoup moins intériorisé qu'eux le rejet de ce que Russel Jacoby appelle le «marxisme conformiste<sup>68</sup>».

Mon adhésion au trotskysme déclencha le premier choc d'une crise de paradigme en deux étapes. Mon ambivalence ancienne gauche/nouvelle gauche faisait coexister en moi simultanément un engagement fort envers le mouvement anti-guerre, une analyse de classe rigide et une attraction pour le nationalisme du Black Power ; profondément opportuniste, le SWP, était la seule organisation, parmi les groupes de gauches noirs ou blancs, qui cherchait à faire appel à ces trois dispositions présentes chez moi. Pourtant, l'anomalie que constituait la défense du nationalisme noir au sein d'un mouvement trotskyste dominé par des Blancs me pesait de plus en plus. Ce fardeau était exacerbé par la position clairement manipulatrice du SWP vis-à-vis des questions raciales, les conflits sur les priorités du travail politique et, que Dieu me pardonne, une réticence silencieuse, mais non moins culpabilisante, à me soumettre à la discipline centraliste. Mon aliénation s'est accrue et finalement, après avoir soutenu une grève difficile des employés de la fac, choix qui ne correspondait pas à la ligne fixée par le SWP de recruter des étudiants anti-guerre, je suis tombé sur l'un des deux livres de la décennie qui a eu des effets à la fois libérateurs et clarificateurs : *The Crisis of the Negro Intellectual*, de Harold Cruse.

Le timing y est peut-être pour quelque chose. Si j'avais lu Harold Cruse un an plus tôt, j'aurais peut-être négligé ses idées provocatrices. Cependant, sa reconstitution critique de la subordination et de la manipulation endurées par les communistes noirs au sein du Parti dans les années précédant la Seconde Guerre mondiale a cimenté ma décision de rompre mes liens avec les conceptions trotskystes. Sa critique a également cristallisé pour moi une grande partie de l'expérience récente de la gauche, en particulier lorsque le lien entre les Black Panthers et le SDS\* a commencé à éroder la seule position programmatique vraiment importante du Black Power, c'est-à-dire le caractère crucial d'une organisation politique noire autonome. Cruse développait une critique historicisée du Black Power et il proposait une interprétation de la pensée sociale afro-américaine ; selon lui, elle était partagée depuis un siècle entre des tendances nationalistes et des tendances intégrationnistes. Toutes ces idées ont influencé beaucoup d'entre nous, mais un nombre insuffisant d'entre nous, à l'époque. *The Crisis of the Negro Intellectual*, de Harold Cruse, a joué un rôle fondamental puisqu'il tentait de situer nos efforts dans le contexte historique, analyse dont nous avions si désespérément besoin. Je dois citer un autre ouvrage de qualité égale : *The Agony of the American Left* de Christopher Lasch (Knopf, 1969). Ce livre a fait pour la gauche en général ce que celui de Cruse a fait pour le radicalisme noir ; et dans ce sens, *The Agony of the American Left* est complémentaire de *The Crisis of the American Negro*, comme l'indique Lasch lui-même dans son livre où il exprime sa reconnaissance envers Cruse.

Peu de temps avant de lire Cruse, ma synthèse politique instable et ambivalente fut violemment ébranlée lorsque le SDS proclama que le Black Panther Party était «l'avant-garde de la lutte de libération noire». Julius Lester répondit dans sa colonne du *Guardian*, en accusant le SDS de paternalisme dans la désignation des avant-gardes noires. Kathleen Cleaver\* répondit par une attaque *ad hominem* scandaleuse contre Lester dans les *New Left Notes* du SDS. À ce moment-là, les Panthères indiquèrent clairement qu'elles avaient opté pour leur style tragique qui consistait à incarner les fantasmes nihilistes de leurs alliés blancs de gauche. L'exaltation de l'image du noble sauvage, noir et révolutionnaire, reposait en réalité sur un culte du «lumpen» ; ironiquement, cette image nous est restée, sous une forme dépolitisée, comme

---

<sup>68</sup> Cf. son article en anglais disponible en ligne : «What is conformist Marxism ?» et ce texte en français qui donnera une petite idée de ses positions : Russel Jacoby et Robert Sayre, «Les derniers intellectuels», *L'Homme et la société*, n° 93, 1989, [http://www.persee.fr/doc/homso\\_0018-4306\\_1989\\_num\\_93\\_3\\_2418](http://www.persee.fr/doc/homso_0018-4306_1989_num_93_3_2418) (NdT).

l'image raciste, dans les banlieues résidentielles, du «méchant» mâle du ghetto prêt à botter le cul des Blancs. Tout cela ne pouvait masquer le clientélisme qui médiatisait la relation des Panthers avec leurs sponsors blancs. Mon affinité pour le BPP, dont j'avais espéré qu'il engendrerait un marxisme noir autonome, et ses alliés blancs s'est évaporée. Cruse a dissipé les vapeurs résiduelles grâce au souffle d'air frais de ses analyses critiques.

Peu de temps après, j'ai quitté le campus pour travailler sur un projet d'organisation de GI's noirs en liaison avec leur communauté locale qui faisait partie du mouvement GI Coffeehouse\*. Je me souviens de *The Myth of Black Capitalism* d'Earl Ofari (Monthly Review, 1970), des écrits de James Boggs<sup>69</sup> et du livre finalement décevant de Robert Allen *Black Awakening in Capitalist America* (DoubleDay, 1969), ainsi que du travail de Lester – que je respecte toujours – pour avoir ouvert le dialogue avec mes collègues qui avaient hérité du panafricanisme un antimarxisme à fleur de peau. En dehors de ces écrits, je me suis tourné de plus en plus vers le tiers-monde, en me concentrant sur l'impérialisme.

L'ironie finale de cette histoire trop longue est que, tandis que je me sentais mal à l'aise avec le léninisme – et que je me sentais coupable de mes doutes petits-bourgeois – mes collègues panafricanistes adoptèrent la variété la plus abrutissante et dogmatique du marxisme, le marxisme-léninisme à la sauce maoïste. C'est dans ce contexte que je découvris *Marxisme et philosophie* de Korsch<sup>70</sup>. L'élitisme du léninisme et le dénigrement de la conscience me troublaient de plus en plus, mais je craignais de n'avoir aucun recours sans sacrifier un engagement théorique radical. Korsch a ouvert une perspective entièrement nouvelle, la «dimension cachée» du marxisme occidental, et m'a conduit à Lukács, à une lecture sérieuse de Marcuse et finalement à la tradition de la Théorie critique.

Puis, alors que la Fondation Ford brisait nos efforts d'organisation communautaire [à coups de subventions opportunément distribuées, *NdT*] et que le mouvement s'asséchait autour de moi, je me suis rendu à l'université, comme tant d'autres dans la même situation, pour essayer de comprendre ce qui s'était passé et ce qu'il fallait faire ensuite. Comme la plupart des autres, j'y rôde depuis lors.

**Adolph Reed Jr.**, *Social Text*, n° 9/10, *The 60's without Apology* (printemps-été 1984).

---

<sup>69</sup> En français, James Boggs et Robert Williams, *La révolution aux Etats-Unis*, Maspero, 1966. Mais Boggs a écrit bien d'autres livres : [https://en.wikipedia.org/wiki/James\\_Boggs\\_\(activist\)](https://en.wikipedia.org/wiki/James_Boggs_(activist)) (*NdT*)

<sup>70</sup> Cet ouvrage a été traduit chez Minuit en 1964 et réédité depuis. On trouve d'autres livres et articles de Korsch en français dont *Karl Marx* (1938), Ivrea ; *L'Anti-Kautsky*, Champ Libre 1973 ; *La Guerre et la révolution*, Ab irato, 2001 ; *Marxisme et contre-révolution dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle*, Seuil, 1975 ; *La contre-révolution bureaucratique*, avec d'autres auteurs, 10/18, 1973 ; *Notes sur l'histoire*, Smolny, 2011 (1942) (*NdT*).

## Glossaire (établi par le traducteur)

**Afro-Sheen** : la publicité de la marque **en français** illustre tous les poncifs de l'idéologie identitaire : «*Pendant les années 1960 et 1970, et avec l'essor de la coiffure afro, les produits Afro Sheen ont gagné en popularité au sein de la communauté noire. Johnson est devenu le sponsor exclusif de l'émission télévisée Soul Train, exposant la marque à un public national. Avec des publicités télévisées et imprimées uniques, Afro Sheen a défié les problèmes de race et de perception de soi en promouvant l'amour, l'héritage et l'unité des Noirs. Les messages audacieux et la position de la marque ont encouragé les Afro-Américains à embrasser leur beauté naturelle.*»

**Approbation d'autrui** : selon David Riesman, les membres des sociétés capitalistes développées (à commencer par les classes moyennes américaines) recherchent avant tout l'approbation d'autrui, attitude encouragée par la famille et l'école dès le plus jeune âge, par les groupes de pairs et la société de consommation qui tous deux imposent des modes sans cesse changeantes, et donc un certain conformisme.

**Bakke, arrêt** : décision rendue par la Cour suprême en 1978 suite à la plainte déposée par un étudiant euro-américain pour discrimination raciale. Son dossier avait été refusé par l'université de Californie au profit d'un étudiant afro-américain qui avait de moins bonnes notes que lui. La Cour déclara que la discrimination positive (*affirmative action*) était conforme à la Constitution mais pas les quotas raciaux utilisés par l'université : elle obligea donc l'administration à accepter l'étudiant dans sa faculté de médecine.

**Banks, Ernie (1931-2015)** : il fut le premier joueur noir de baseball embauché par les Cubs de Chicago, en 1953. Membre du Parti républicain durant toute sa vie il avait des opinions très modérées, puisqu'il écrivit dans sa biographie : «*Ma philosophie en matière de relations raciales est que je suis un être humain et que j'établis mes propres modèles dans la vie. Je ne me fie pas à l'opinion des autres. Je considère tout individu comme un être humain ; je ne me soucie pas de sa couleur. Certaines personnes pensent que, parce que vous êtes noir, vous ne serez jamais traité équitablement, et que vous devez exprimer vos opinions, être militant. Je ne suis pas de cet avis. Vous ne pouvez pas convaincre un imbécile contre sa volonté... Si un homme ne m'aime pas parce que je suis noir, cela ne me dérange pas. Je l'ignorerai, mais je ne vais pas le laisser changer ma vie*<sup>71</sup>.»

**Black Panther Party** : cf. la série d'articles sur le site npnf.eu : «*Sur l'histoire des Panthères noires : introduction*» ; «*Résumé critique d'une conférence de David Hilliard (2015)*» ; «*Sur Survival pending revolution, The history of the Black Panther Party de Paul Alkebulan, (2007)*» ; «*Sur Will you die with me ? de Flores Alexander Forbes (2006)*» ; «*Sur The Black Panther Party. Service to the people programs (Les "programmes de survie" du BPP)*» ; et «*Chronologie du Black Panther Party*».

**Blackness** : Tout comme *Whiteness* (blanchité ou blanchitude), *Blackness* n'offre en français aucune traduction satisfaisante (noirité ou noiritude, mais pas négritude, trop lié à un courant spécifique), du moins pour ceux qui ont une pensée universaliste et classiste. Sur le fond, ces concepts anglosaxons sont des notions d'origine raciale (ou ethnique comme l'on dit plus

---

<sup>71</sup> Mr. Cub, Follet Club Company, 1971

pudiquement, terme qui fonctionne le plus souvent comme un synonyme hypocrite de la race<sup>72</sup>), sinon leurs partisans utiliseraient des concepts comme «européité» ou «africanité». Il vaudrait donc mieux parler d'**identitarismes** blancs ou noirs, afin de souligner que la *Whiteness* comme la *Blackness* sont fondées sur des catégories raciales que leurs défenseurs n'osent assumer ouvertement.

**Blackonomics** : lors de sa campagne électorale de 1969, Nixon n'hésita pas à récupérer le slogan du *Black Power* tout en n'oubliant pas d'associer criminalité et appartenance à la minorité afro-américaine, pour rassurer ses électeurs d'origine européenne. Il fit l'éloge de «l'entreprise noire», des «hommes d'affaire noirs», des «banques noires». Nixon souhaitait ne pas apparaître ouvertement raciste, mais surtout «neutraliser la résistance noire tout en sapant les demandes de réparations et en diminuant les filets de la protection sociale<sup>73</sup>». Il coupait ainsi l'herbe sous le pied de tous les «nationalistes culturels» afro-américains qui voulaient développer des «entreprises noires». «Nixon ignore également les revendications du *Black Power* pour la distribution de terres, les réparations financières et la souveraineté politique. Ce que Nixon accepta avec enthousiasme, par contre, c'était la ségrégation volontaire, le fait que les Noirs ne comptent que sur eux-mêmes et qu'ils créent des entreprises privées. Comme l'expliqua Raymond K. Price, le rédacteur du discours de Nixon, son objectif était de remplacer "les habitudes de dépendance<sup>74</sup> des Noirs" par "l'indépendance" et "la responsabilité personnelle". [...] Il n'est pas surprenant que les républicains aient adopté le capitalisme noir de tout leur cœur.» (*idem*).

**Blaxploitation** : terme inventé par un dirigeant de la NAACP pour désigner, de façon péjorative, les films où les Noirs étaient, selon lui, exploités et où abondaient les stéréotypes qu'il jugeait racistes avec ces personnages de maquereaux, de gangsters, de trafiquants de drogue ou de prostituées. Ce sous-genre du cinéma afro-américain, prospère entre 1970 et 1979, suscita des avis violemment opposés, certains le portant au pinacle pour sa radicalité critique, d'autres trouvant ses productions médiocres voire politiquement néfastes comme la NAACP, la SCLC de Martin Luther King et l'Urban League. Ces trois organisations afro-américaines modérées menèrent campagne contre ces films et réussirent à ce qu'ils disparaissent des écrans, même si beaucoup de réalisateurs furent influencés plus tard par ce genre et qu'il marqua (et marque encore) toute la culture hip hop et le rap. Le funk et la soul firent leur première apparition au cinéma dans la bande son de ce type de films. Les réalisateurs touchèrent à tous les genres, du policier à la comédie musicale en passant les arts martiaux, les westerns, les films d'horreur, la comédie, etc.

**Boycott des bus de Montgomery** : mouvement massif de protestation contre la ségrégation dans les bus à Montgomery, Alabama. Il commença quatre jours après le 1<sup>er</sup> décembre 1955, date à laquelle Rosa Parks refusa de céder sa place à un passager euro-américain et fut arrêtée pour cela. Ce boycott aboutit à ce que la Cour suprême déclare la ségrégation inconstitutionnelle

---

<sup>72</sup> Cf. Yves Coleman, «Race, culture, peuple, racisme, civilisation : quelques définitions provisoires», 2012, <http://www.mondialisme.org/spip.php?article1827>

<sup>73</sup> Baradaran, Mehrsa (2017), «Class and inequality. A bad check for Black America», Boston Review, 9 novembre 2017, <http://bostonreview.net/class-inequality-race/mehrsa-baradaran-bad-check-black-america>

<sup>74</sup> Aux Etats-Unis, depuis des décennies, quand ils parlent de «dépendance», les réactionnaires font allusion aux prétendus «assistés» qui vivent des aides sociales et attendent leur «chèque». Et ces «assistés» ont une couleur qu'ils n'ont nul besoin de mentionner.

dans cette ville le 20 décembre 1956. Le mouvement dura 381 jours et rendit célèbre Martin Luther King.

**Brown, arrêt** (contre le Board of Education) : décision prise par la Cour suprême en 1954 et qui mit fin à la doctrine «*séparés mais égaux*» qu'elle avait elle-même légalisée en 1896 (Plessy contre Ferguson), en prétendant à l'époque que l'existence de wagons séparés pour les Euro-Américains et les Afro-Américains ne faisait pas de ces derniers des êtres humains inférieurs aux premiers, et était donc conforme à la Constitution ! Quand la Cour suprême décida de mettre fin à la ségrégation, celle-ci était encore légale dans les établissements scolaires de 17 États.

**Brown, Rap** (1943-) : militant des droits civiques, dirigeant du SNCC\*, il est une des cibles que le FBI recommande de «neutraliser». Condamné à six ans de prison pour cambriolage en 1971, il se convertit à l'islam durant son séjour en taule. A sa sortie, il ouvre une épicerie, devient imam et milite dans un quartier d'Atlanta contre la drogue et les jeux d'argent. En 2000, il est arrêté pour avoir tiré sur deux flics afro-américains, venus perquisitionner sa maison. L'un est mort de ses blessures et le second a déclaré avoir reconnu Rap Brown au volant de la voiture dont le conducteur avait fait feu sur lui et son collègue décédé. La justice n'a pu prouver qu'il avait commis ces deux meurtres mais il a été condamné à la prison à vie, parce qu'il n'a pas fourni d'alibi et que les armes du crime (où ne figuraient pas ses empreintes) ont été retrouvées dans les bois, à proximité de l'endroit où il été arrêté. Ouvrage en français : *Rap Brown Crève, sale nègre, crève*, Grasset, 1970.

**Carmichael, Stokely** (1941-1998) : actif dans le mouvement non-violent des droits civiques dès 1961 avec le CORE\*, il est l'un des dirigeants du SNCC\* (1966-1967), se radicalise et se rapproche du Black Panther Party. Ciblé par le FBI, il s'exile en 1969 au Ghana et épouse la chanteuse sud-africaine Miriam Makeba. Il rompt avec les Panthers à cause de leurs alliances avec des Euro-Américains, change son nom pour Kwame Touré (en l'honneur de deux idéologues du panafricanisme, le Ghanéen Kwame Nkrumah et le Guinéen Sékou Touré). Il milite dans le Parti révolutionnaire de tous les peuples africains (organisation panafricaniste fondée par Nkrumah en 1968) dont il est membre du Comité central jusqu'à sa mort. Ouvrage en français : *Le Black power, pour une politique de libération aux États-Unis* de Stokely Carmichael et Charles V. Hamilton, Payot, 1968, 2009.

**Civil Rights Act (1964)** : loi qui interdit toute discrimination fondée sur la race, la couleur, la religion, le sexe ou l'origine nationale. Les dispositions de cette loi sur les droits civiques interdisent la discrimination fondée sur le sexe, ainsi que sur la race dans l'embauche, les promotions et le licenciement des salariés.

**Cleaver, Kathleen** (1945-) : elle milite au SNCC, puis au BPP à partir de 1967 avant d'en être exclue avec Eldridge Cleaver en 1971. En exil pendant quelques années en Algérie, elle revient aux États-Unis en 1975, entame des études de droit à Yale (l'une des universités les plus élitistes du pays) pendant que son mari devient religieux et de plus en plus réactionnaire. Elle divorce avec lui en 1987, devient avocate et enseigne le droit, tout en conservant des opinions « progressistes ».

**Commission sur les activités anti-américaines** (HUAC, House Un-American Activities Committee) : Cette commission fut créée en 1938, pour enquêter «*sur les allégations de déloyauté et d'activités rebelles de la part de citoyens privés, d'employés publics et d'organisations soupçonnés d'avoir des liens avec le communisme*». On voit donc que, un an

avant la Seconde Guerre mondiale, la priorité des États-Unis n'était pas de lutter contre le fascisme italien et le nazisme allemand mais contre...l'Union soviétique. Au fur et à mesure que la guerre froide s'intensifie, après 1948, une frénésie anticomuniste se déclenche, la *Red Scare* (la « peur rouge », ou plutôt la peur des Rouges). Les Américains soupçonnés d'avoir des liens avec le PC sont jugés devant un tribunal. Le sénateur Joseph McCarthy\* en profite pour lancer une violente campagne contre les communistes présumés au sein de l'État fédéral et d'autres institutions, notamment Hollywood.

**Como, Perry (1912-2001)** : fils d'immigrés italiens, coiffeur professionnel à 14 ans, il devient un chanteur de charme extrêmement populaire, vend des millions de disques, anime des émissions hebdomadaires à la télévision entre 1950 et 1967, et une émission radiophonique hebdomadaire de 1989 jusqu'à sa mort.

**Congress of African people (CAP)** : petite organisation afro-américaine nationaliste influencée par le maoïsme, surtout connue parce qu'elle fut dirigée par le poète, artiste et militant Imamu Amiri Baraka (alias Leroi Jones), entre 1970 et 1975, avant de disparaître dans le labyrinthe des groupuscules d'extrême gauche et radicaux.

**Congress of African Peoples** (ne pas confondre avec le précédent) : ce congrès panafricaniste se tint à Atlanta, du 3 au 7 septembre 1970, et réunit environ 2 000 personnes, pour l'essentiel des jeunes militants de moins de trente ans mais aussi des personnalités du mouvement des droits civiques et du mouvement du Black Power qui connurent ensuite une ascension sociale significative. Citons Jesse Jackson (futur candidat malheureux aux élections présidentielles), Andrew Young (futur député, maire d'Atlanta et ambassadeur), Julian Bond (futur député), Roosevelt Bernard Douglas (futur sénateur et Premier ministre de la République dominicaine), Kenneth Gibson (déjà maire de Newark à l'époque), Ralph Abernathy (dirigeant du très modéré SCLC), etc. Les délégations africaines étaient venues d'Angola, d'Éthiopie, du Ghana, du Libéria, de la Tanzanie et d'Afrique du Sud.

**CORE (Congress of Racial Equality, Congrès pour l'égalité raciale)** : organisation pacifiste et non-violente, créée en 1942 par James Farmer\* pour améliorer les «relations raciales» et mettre fin aux politiques discriminatoires en s'appuyant sur l'action directe : sit-ins dans des cafés ou des restaurants, interventions dans des bus, organisation d'expéditions de militants du Nord dans le Sud (les *Freedom Rides*), etc. Après 1968, l'organisation adopte une ligne plus conservatrice sous l'influence de Roy Innis. Elle existe toujours et intervient dans les quartiers populaires sur des questions comme la formation professionnelle, le chômage, l'assistance aux victimes de crimes, etc.

**Crise des missiles de Cuba** : crise intervenue entre le 14 et le 28 octobre 1962, suite à l'embargo des États-Unis contre le régime castriste mis en place en février 1962 et à l'installation de missiles nucléaires soviétiques sur l'île, et à l'envoi de milliers de soldats et de quatre sous-marins soviétiques. Les missiles russes furent finalement retirés en échange du retrait de missiles américains en Turquie et en Italie, et contre la promesse des États-Unis de ne plus essayer d'envahir Cuba – promesse qui, bien sûr, ne fut pas tenue.

**Dashiki** : terme yoruba désignant une chemise ou tunique ample de couleur vive, originaire d'Afrique de l'Ouest, portée généralement par les hommes. Ce vêtement a acquis une signification politique après que les partisans du mouvement des droits civiques, les «nationalistes culturels» et les militants du BPP l'eurent adopté. Par un effet en retour, il est

devenu un symbole de la «Fierté noire» (*Black Pride*) et de la «beauté de la blackness\*» tout comme la coiffure afro, aux Etats-Unis et en Afrique.

**Delaney, Lucy A.** (1830-1891, environ) : née esclave, lavandière et gouvernante, elle réussit à obtenir sa liberté suite à un procès en 1844, puisque sa mère avait été «émancipée». Auteure d'une autobiographie, *From the Darkness Cometh the Light. Struggles for Freedom* (1891 ou 1892), elle fut active dans différentes associations religieuses et laïques.

**Démocrates Bourbon** : expression qui désigne les membres conservateurs du Parti démocrate, du Nord comme du Sud, entre 1872 et 1904, qui étaient opposés au protectionnisme et aux interventions militaires extérieures. Ils soutenaient généralement les intérêts des banquiers et des grandes compagnies de chemin de fer. Dans le Sud, ils firent tout pour empêcher les Afro-Américains de voter et d'être élus, en soutenant des milices paramilitaires comme la White League et les Red Shirts, mais aussi en employant des techniques «légales» contre les Noirs (tests de lecture, paiement de l'impôt, contrôle du lieu de résidence, etc.)

**Dixie ou Dixieland** : expression qui désigne les États du Sud, spécialement ceux qui étaient membres de la Confédération avant et pendant la guerre de Sécession.

**Douglass, Frederick** (1818-1895) : partisan de l'abolition de l'esclavage, orateur, éditeur de journaux, auteur et premier Afro-Américain à avoir été nommé *marshal*<sup>75</sup>, fonction qu'il exerça pendant quatre ans. Né esclave, il apprend à lire puis un métier. Il s'évade en 1838 et devient un militant très actif des sociétés contre l'esclavage. Recherché par son propriétaire, car il est devenu célèbre, il part deux ans au Royaume Uni, mais est finalement racheté par des abolitionnistes anglais, ce qui lui permet de revenir en homme libre aux Etats-Unis et d'exercer différentes fonctions politiques et administratives. Pour plus de détails on lira, Frederick Douglass, *Mémoires d'un esclave*, Lux, 2<sup>e</sup> édition, 2007.

**Du Bois, W.E.B.** (1868-1963) : sociologue, historien, auteur, éditeur et militant, il fut l'un des dirigeants afro-américains les plus importants aux États-Unis durant la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle. Il participa à la création de la National Association for the Advancement of Colored People (NAACP) en 1909 et édita *The Crisis*, son magazine, de 1910 à 1934. Il fut l'un des pionniers du panafricanisme et du nationalisme culturel chez les Afro-Américains. Devenu marxiste dans les années 1930, il fut un compagnon de route puis un membre du PC américain, ce qui lui valut des ennuis durant le maccarthysme et l'amena à émigrer définitivement au Ghana deux ans avant sa mort. Ouvrages en français : *Les âmes du peuple noir*, La Découverte, 2004 ; *Les Noirs de Philadelphie : une enquête sociale*, La Découverte, 2019 ; *Pénombre de l'aube. Essai d'autobiographie d'un concept de race*, Vendémiaire, 2020.

**Elks** : Le Benevolent and Protective Order of the Elks ou BPOE (l'Ordre bénévole et protecteur des Élans) est une association caritative religieuse créée en 1869 aux Etats-Unis, et qui, au cours de son histoire, a rassemblé de nombreux hommes d'affaires, artistes, sportifs et politiciens euro-américains célèbres (dont les présidents Harding, F.D. Roosevelt, Truman, Kennedy et Ford). Seul problème : les Noirs n'avaient pas le droit d'y adhérer. Ceux-ci créèrent donc en 1898 l'Improved Benevolent Protective Order of Elks of the World (IBPOEW, l'Ordre

---

<sup>75</sup> Fonctionnaire de justice nommé par le gouvernement fédéral, et donc la juridiction est sans les limites, contrairement au shérif élu par les habitants du comté. Le *marshal* est notamment chargé de protéger les membres des tribunaux, les bâtiments de la justice, d'effectuer les transferts de prisonniers et de traquer les fugitifs.



bénévole et protecteur des Élans du monde – amélioré). Cette fraternité, ou confrérie, est organisée en loges locales selon le modèle de la franc-maçonnerie. Elle compte toute une hiérarchie aux titres ridicules («honorables grand chevalier conférencier», «honorables et loyaux grands chevaliers», «honorables grands chevaliers dirigeants», «grand chef de rang supérieur» et «grand patriarche») ! Depuis ses origines, l'IBPOEW afro-américain s'est fixé pour objectif de lutter contre le racisme et les discriminations et d'aider à l'ascension sociale de ses membres. Il fut la première organisation au monde qui ait rassemblé ensemble des Africains et des Afro-descendants. Dans les années 1920, les effectifs de l'IBPOEW passèrent de 30 000 à 500 000 membres. Les Noirs ne furent admis dans les rangs du BPOE que dans les années 1970, mais les deux organisations continuent d'exister séparément aujourd'hui.

**Forman, James** (1928-2005) : militant des droits civiques, il adhère au SNCC\* en 1961 et en deviendra le dirigeant. Il joua un rôle important dans les expéditions de militants du Nord dans le Sud (les *Freedom rides*), pour que les Afro-Américains soient inscrits sur les listes électorales, et dans de nombreuses marches et campagnes à Albany, Birmingham, Selma et Montgomery. Il critiqua publiquement la stratégie de Martin Luther King, collabora brièvement avec le BPP\* et avec la Ligue des ouvriers révolutionnaires noirs de Detroit. Ouvrage en français : *La Libération viendra d'une chose noire*, Maspero, 1968.

**Gabor, Zsa Zsa** (1917-2016) : actrice d'origine hongroise qui devint célèbre aux États-Unis à la télévision puis au cinéma à partir du début des années 1950.

**Goldberg, Molly** (1889-1966) : actrice, scénariste et productrice d'émissions de radio puis de télévision. Son mari eut des ennuis pendant le maccarthysme ; il dut démissionner de la série très populaire sur les Juifs américains, *The Goldbergs*, et l'émission fut interdite pendant une année. Molly Goldberg continua sa carrière avec succès, y compris au théâtre, jusqu'à sa mort.

**GI's Coffee House** : mouvement actif de 1968 à 1974, dans de nombreuses villes proches des bases militaires, et qui eut plus ou moins de succès, en fonction des réactions de la population locale. L'objectif était de recueillir des informations auprès des soldats, de dénoncer la guerre du Vietnam et éventuellement d'inciter les appelés à refuser d'obéir aux ordres voire à désertir.

**Hard hats** : ce mot désigne un casque de chantier, par extension un ouvrier qui porte un casque, mais aussi une personne réactionnaire. Le 8 mai 1970, eut lieu ce qu'on appela la *Hard Hat Riot* (l'émeute des réacs), durant laquelle 400 ouvriers du bâtiment et mille employés, aux cris de «L'Amérique, tu l'aimes ou tu la quittes», attaquèrent une manifestation. Le syndicat des ouvriers du bâtiment de New York était dirigé par un partisan de Nixon, bien qu'il fût démocrate, et le mouvement antiguerre n'était pas bien vu d'une partie du prolétariat euro-américain. La manifestation du 8 mai 1970 avait été organisée pour protester à la fois contre la répression des étudiants de l'Université de Kent (4 morts, 9 blessés) par la Garde nationale et contre l'annonce par Nixon que les États-Unis allaient envahir le Cambodge. Ce jour-là, les manifestants de gauche réclamaient également la libération des prisonniers politiques, notamment Huey Newton et Bobby Seale du BPP. Les contre-manifestants *hard hats* non seulement attaquèrent à coups de barre de fer les manifestants favorables à la paix au Vietnam, mais ils causèrent pas mal de dégradations dans et autour de la mairie de New York, sans être inquiétés par les flics. Ils pénétrèrent même dans l'université de Pace, pour casser la gueule aux étudiants et aux profs de cette fac de business pourtant très conservatrice. Le mouvement ne s'arrêta pas là, puisque plusieurs manifs furent organisées par les dirigeants de différents syndicats (bâtiment, marins, dockers, etc.), la plus importante rassemblant 150 000 personnes

le 20 mai 1970. Le dirigeant du syndicat du bâtiment fut récompensé, deux ans plus tard, en devenant le secrétaire d'État au Travail de Nixon. Cette émeute ouvrière réactionnaire encouragée par des bureaucrates syndicaux marque une rupture politique importante et est un signe prémonitoire de ce qui se passera ensuite dans les couches populaires euro-américaines.

**Hook, Sidney (1902-1989)**: philosophe qui après avoir été communiste puis trotskiste dans les années 1920 et 1930, devint un anticommuniste virulent et participa (comme Raymond Aron) au Congrès pour la liberté de la culture, organisation financée par la CIA. Il soutint évidemment l'intervention américaine au Vietnam et, entre autres saloperies, fit campagne pour que Angela Davis perde son poste d'enseignant à la faculté de Los Angeles parce qu'elle était membre du PCA. Pour la gauche américaine des années 1950 à 1970, Hook était le symbole même du traître, de surcroît intellectuel.

**Intégrationnistes** : ce courant s'appuie avant tout sur les avancées égales et juridiques des années 1960, sur la participation des élus afro-américains, aux côtés des élus euro-américains, à la gestion des «communautés» (quartiers ou villes au sens à la fois géographique, ethnique et religieux). Ils critiquent les organisations séparées, contrairement aux nationalistes (culturels ou révolutionnaires) qui veulent que les Noirs acquièrent un pouvoir économique, social et politique indépendant des Blancs et ne «mendent» plus leurs droits et leurs libertés. On peut ranger dans les «intégrationnistes» des organisations comme la NAACP, l'Urban League, le SCLC, etc.

**Jim Crow** : Au XIX<sup>e</sup> siècle, *Jim Crow* était le nom d'un personnage fictif et du spectacle itinérant dont il était en quelque sorte la curiosité. Censé représenter l'ignorance rustre d'un Afro-Américain du Sud profond, il était interprété par un ménestrel blanc au visage maquillé de noir (*blackface*). C'est en référence à ce *folklore* raciste qu'un ensemble d'arrêts et de règlements ségrégationnistes, adoptés une dizaine d'années après la fin de la guerre de Sécession dans la plupart des États du Sud des Etats-Unis – et définitivement abolis en 1964 – fut désigné sous le nom de Jim Crow Laws. Leur objectif était de contrôler la main-d'œuvre afro-américaine, notamment grâce à des lois contre le vagabondage ; mais aussi de restreindre les droits de pâturage, de pêche, de chasse, etc., pour que les paysans afro-américains soient à la merci des planteurs et grands propriétaires euro-américains. Il s'agissait aussi de ségréguer légalement les écoles, les transports, le logement, les fontaines, les salles d'attente, les bibliothèques, les parcs publics, les terrains de tennis ou de golf, les équipes sportives, les théâtres et cinémas, etc., opérations toutes menées au nom du principe hypocrite du «*séparés mais égaux*».

**Journée de la libération africaine (African Liberation Day)** : célébrée le 25 mai de chaque année, elle a été instaurée en 1958 lorsque Kwame Nrumah convoqua la première conférence des Etats indépendants au Ghana. Pour les nationalistes culturels afro-américains les plus radicaux, cette journée est l'occasion de célébrer leur «*engagement envers le panafricanisme, la libération totale et l'unification de l'Afrique sous le socialisme scientifique [...] au fur et à mesure que les masses remportent des victoires contre le capitalisme, le néocolonialisme, le racisme et le sionisme*<sup>76</sup>».

**Karenga, Ron (1941-)** : membre du CORE\* puis du SNCC\*, il crée sa propre organisation nationaliste US (acronyme qui veut dire à la fois «Nous» et «United Slaves») qui entre en violent conflit avec le BPP, blessant plusieurs membres des Panthères, et en tuant deux au cours

---

<sup>76</sup> <https://africanliberationday.net/about/>

d'affrontements armés. En 1966, il invente une nouvelle fête (Kwanzaa) qui commence le 26 décembre et dure une semaine pour célébrer les «*sept principes de l'héritage africain*» de Kawaida\* et concurrencer Noël. (Cet événement militant est devenu, au fil des ans, un business extrêmement rentable pour toutes sortes d'entreprises.) Karenga passe ensuite quatre ans de prison pour avoir torturé deux militantes, dont sa compagne qui témoigna contre lui. A sa sortie de taule, il entame une carrière universitaire tout en écrivant des livres et en propageant ses idées nationalistes et panafricanistes.

**Kawaida** : «philosophie» inventée par Karenga en 1967 et soutenue par l'écrivain Leroi Jones (alias Amiri Baraka) qui prétend s'inspirer «*d'un système de valeurs africain fondé sur les nguzo saba (sept principes) d'umoja (unité), de kujichagulia (autodétermination), d'ujima (travail et responsabilité collectifs), d'ujamaa (économie coopérative), de nia (but), de kuumba (créativité) et d'imani (foi)*»<sup>77</sup>. Cette «philosophie» est censée constituer le «*fondement d'une nouvelle culture afro-américaine définie en termes de mythologie (religion), d'histoire, d'organisation sociale, économique et politique, de production créative et d'ethos*». Cette idéologie est particulièrement appréciée par les courants panafricanistes et afro-centristes aux Etats-Unis.

**Kerner, Commission** (ou plus exactement Commission consultative nationale sur les désordres civiques) : créé en juillet 1967 par le président Johnson, et présidée par le gouverneur de l'Illinois Otto Kerner, elle enquêta sur les émeutes dites «raciales» de 1967 à Détroit ; son rapport préconisa de créer de nouveaux emplois, de construire de nouveaux logements et de mettre un terme à la ségrégation désormais officieuse, de façon à faire disparaître les ghettos noirs.

«**Libéraux**» : Contrairement à la France, aux Etats-Unis, on appelle «libéraux» les personnes pour qui «*l'État doit avoir un rôle actif et soutenir les changements sociaux et politiques*», selon le dictionnaire Merriam-Webster. J'ai donc placé ce terme entre guillemets chaque fois qu'il est utilisé par l'auteur au sens strictement américain. De plus, Reed fait souvent appel à la notion de *corporate liberalism* et de *corporate liberals* qui désigne une vaste idéologie interclassiste «*exprimant les interrelations entre les chefs d'entreprise, les dirigeants politiques, les intellectuels, les capitalistes propriétaires, les cadres et professions libérales, les réformateurs, les travailleurs et les dirigeants syndicaux, les populistes et les socialistes – tous ceux qui pouvaient, dans une mesure plus ou moins grande, identifier leurs perspectives ou leur intérêt pour les marchés administrés et la réglementation gouvernementale, avec la montée, la légitimation et l'institutionnalisation de l'ordre capitaliste des entreprises*» selon Martin J. Sklar, l'un des théoriciens de ce concept. Pour certains, ce terme serait même l'équivalent américain de la social-démocratie européenne ! J'ai donc traduit *corporate liberals* par «les grands patrons et politiciens "libéraux"», expression qui pourrait aussi désigner les partisans d'un État providence... à l'américaine.

**Little Rock** : ville où, en 1957, le président Eisenhower envoya **1 200 soldats** de la 101<sup>e</sup> division aéroportée pour obliger le gouverneur de l'Arkansas et mille jeunes euro-américains à accepter l'entrée de **neuf** élèves afro-américains dans un lycée local.

---

<sup>77</sup> <https://www.encyclopedia.com/history/encyclopedias-almanacs-transcripts-and-maps/kawaida#:~:text=The%20philosophy%20of%20the%20cultural,%2DAfricanist%2C%20and%20socialist%20ideologies.>

**McCarthy, Eugene** (1916-2005) : professeur de sociologie et d'économie, député puis sénateur. Partisan d'arrêter la guerre du Vietnam, il se présente en 1968 contre L.B. Johnson durant les primaires démocrates, ce qui suscite l'enthousiasme d'une partie des étudiants et des jeunes à l'époque, mais il n'est pas élu candidat du Parti démocrate.

**McCarthy, Joseph** (1908-1957) : De 1950 à 1954, ce sénateur devient célèbre quand il se met à accuser des employés du gouvernement fédéral d'être membres du PC et les exhorte à dénoncer d'autres membres ou sympathisants du PC. Des listes noires sont officiellement constituées dans le secteur public comme le secteur privé contre les «communistes» et des milliers de gens perdent leur emploi à la suite de simples dénonciations – mensongères ou fondées.

**McGovern, George** (1922-2012) : historien, sénateur opposé à la guerre du Vietnam, et candidat démocrate qui échoua contre Nixon lors de l'élection présidentielle de 1972.

**Marcantonio, Vito** (1902-1954): avocat et représentant des quartiers d'East Harlem, où habitaient des Américains d'origine italienne et espagnole, il fut constamment réélu de 1939 à 1951. Considéré comme « socialiste », notamment parce qu'il fut membre de différentes associations-paravents créées par le PC américain, il appartient à l'American Labor Party (petit parti existant seulement à New York), s'opposa à l'intervention américaine en Corée et soutint le mouvement pour les droits civiques dès les années 1930.

**Meredith, marche de** : «Marche contre la peur» organisée par James Meredith, de Memphis, Tennessee, à Jackson, Mississippi, pour promouvoir l'inscription des Noirs sur les listes électorales et défier le racisme. Le deuxième jour de la marche, le 6 juin 1966, Meredith est blessé par un salopard qui lui tire dessus. En quelques heures, les trois principales organisations de défense des droits civiques décident de poursuivre la marche : la Southern Christian Leadership Conference (SCLC, l'organisation dirigée par Martin Luther King), le CORE\* et le SNCC\*. Durant trois semaines, les marcheurs doivent faire face à des menaces de mort, des arrestations et des jets de gaz lacrymogènes. James Meredith, suffisamment rétabli, put rejoindre la marche avant sa conclusion à Jackson. Et c'est durant cette marche que fut vraiment lancé le slogan *Black Power*, ce qui donna lieu à de vifs désaccords politiques entre les participants, notamment entre les pacifistes (Martin Luther King) et les «nationalistes révolutionnaires»<sup>78</sup> (Eldrige Cleaver).

**National Black Assembly de 1975** : réunion qui se tint dans la continuité des efforts de la National Black Convention de 1972 et de son *Manifeste* mais qui fut dominée par Imamu Amiri Baraka (alias Leroi Jones). Sa présidence suscita à la fois l'hostilité des politiciens afro-américains qui la boycottèrent que celle des différentes tendances de «gauche» en lutte contre le «nationalisme culturel» de Baraka et ses oscillations idéologiques permanentes. Il quitta cette assemblée l'année suivante, en 1976, et poursuivit une carrière artistique, politique et universitaire controversée, en raison de ses positions, notamment sur les femmes, les homosexuels, le 11 septembre, les Juifs et le sionisme.

---

<sup>78</sup> Bien que ces appellations, utilisées par les Black Panthers, soient sujettes à des polémiques constantes, on établit habituellement une différence entre le «nationalistes culturels» (Nation de l'Islam, US de Ron Karenga, Congress of African People, Republic of New Africa et autres groupes panafricanistes) et les nationalistes révolutionnaires (BPP, League of Revolutionary Black Workers), même si les idées et les militants ont circulé entre ces courants.

**National Black Political Convention** : convention qui rassembla, en 1972 à Gary (Indiana), entre 8 000 et 10 000 Afro-Américains en vue d'améliorer le sort des communautés noires. Les orateurs représentaient un très large éventail de positions politiques, des Black Panthers à des hommes politiques classiques en passant par des militants nationalistes, pacifistes ou religieux. L'un de ses principaux objectifs était d'augmenter considérablement le nombre de politiciens afro-américains et de développer une «*politique afro-américaine indépendante*» des deux partis, démocrate et républicain, donc de créer éventuellement un parti afro-américain. Un documentaire (*Nation Time*) fut réalisé, dont on peut voir une (mauvaise) copie ici : <https://www.youtube.com/watch?v=WkKuieI2uLI>. Une seconde Convention eut lieu en 1974, à Little Rock ; rassemblant moins de 1800 personnes, elle se termina par un fiasco<sup>79</sup>.

**Négativité artificielle** : concept apparu pour la première fois dans les travaux de Timothy W. Luke et Paul Piccone à la fin des années 1970. Influencés par les analyses de l'École de Francfort, et voulant les dépasser, ils considéraient que les Etats-Unis sont entrés dans l'«ère de la négativité artificielle» pour trois raisons 1) la transition vers le capitalisme monopoliste intégral – qui a commencé sérieusement aux États-Unis pendant la Grande Dépression – est maintenant terminée ; 2) mis en œuvre de manière rigide, les schémas d'action bureaucratique rationnelle ne fonctionnent plus parce que les discours et les pratiques d'opposition dans les entreprises et les États modernes ne se renouvellent plus ; 3) de nouvelles contre-bureaucraties apparaissent qui tiennent un discours et défendent des pratiques d'opposition artificielles, d'où la notion de *négativité artificielle* engendrée par le système lui-même et sanctionnée par la bureaucratie dominante. Apparemment, ces deux auteurs devinrent par la suite beaucoup plus conservateurs<sup>80</sup>.

**Nkrumahisme (ou consciencisme)** : idéologie inventée en 1964 par Kwame Nkrumah, Premier ministre du Ghana indépendant de 1957 à 1960 et président (qui se fit désigner «à vie») de 1960 à... 1966, date à laquelle son régime de parti unique fut renversé par un coup d'État. Selon cette théorie, une forte politique d'investissements publics doit servir à réduire la dépendance économique vis-à-vis de l'étranger. En réalité, cela eut des conséquences catastrophiques : augmentation du chômage, accroissement de la corruption, faillite du secteur agricole, envolée du coût de la vie et développement exponentiel du marché noir.

**Palmer, raids de** : Suite à une campagne gouvernementale xénophobe durant la première mondiale, à la peur suscitée par la révolution russe de 1917 et à des attentats d'anarchistes insurrectionalistes en 1919, les «*raids de Palmer*» désignent les opérations menées par le procureur général Palmer entre novembre 1919 et janvier 1920, pour arrêter puis expulser des Etats-Unis environ 500 militants communistes et anarchistes étrangers

**«Professionnels»** : Les métiers dits «professionnels» aux Etats-Unis sont ceux qui nécessitent des études plus ou moins poussées après le lycée. Ils n'ont guère d'équivalents statistiques ou sociologiques en France puisqu'ils regroupent les médecins, les enseignants, les comptables, les avocats, les ingénieurs, les architectes, les artistes/auteurs, les designers, les chimistes, les responsables de la rédaction dans les médias, les scientifiques, les enseignants, les infirmières diplômées, bref un mélange de cadres, professions intermédiaires et professions libérales.

---

<sup>79</sup> Cf. <https://encyclopediaofarkansas.net/entries/national-black-political-convention-1974-9014/>.

<sup>80</sup> Cf. la thèse d'Emilie Himeur, « Une autre théorie critique : l'histoire intellectuelle de la revue nord-américaine *Telos* 1968-2001 » <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-02374620/>

**Public Accommodations** : titre II de la loi sur les droits civiques de 1964 qui interdisait toute discrimination selon la race, la couleur, la religion ou l'origine nationale dans les hôtels, motels, restaurants, salles de théâtre et de cinéma, stades et salles de concert, mais qui ne s'applique pas dans les... lieux de culte, où l'initiative est laissée aux croyants de pratiquer ou pas la ségrégation<sup>81</sup>.

**Ricks, Willie** : le slogan du Pouvoir noir fut lancé par Stockely Carmichael du SNCC à Greenwood (Mississippi) le 16 juin 1966, juste après qu'il eut été libéré de taule : «*C'est la vingt-septième fois que je suis arrêté et je n'irai plus en prison, déclara-t-il aux manifestants venus le soutenir. La seule façon d'empêcher les Blancs de nous fouetter<sup>82</sup> c'est de prendre le contrôle. Nous avons réclamé pendant six ans la liberté et nous n'avons rien obtenu. Ce que nous allons commencer à réclamer maintenant c'est le Pouvoir noir*». Et il ajouta : «*[...] tous les tribunaux du Mississippi devraient être brûlés dès demain pour nous débarrasser de toute cette saleté [...] à partir de maintenant quand on vous demandera ce que vous voulez, vous savez ce que vous leur répondrez. Que voulez-vous ?*» Et la foule de lui répondre «*Le Pouvoir noir !*» Willie Ricks prit la parole juste après Carmichael et insista à son tour à plusieurs reprises : «*Que voulez-vous ?*» Et la foule cria avec enthousiasme : «*Black Power ! Black Power ! Black Power !*» Comme l'expliquent les membres du SNCC dans leurs témoignages<sup>83</sup>, en aidant les Afro-Américains à s'inscrire sur les listes électorales dans le Sud et à faire respecter leurs droits civiques les plus élémentaires, ces militants se battaient déjà pour le Pouvoir noir dans le Sud... quelques années avant que le terme ait été (ré)inventé par Stockely Carmichael et Willie Ricks.

**Rosenberg, Ethel et Julius** : militants communistes arrêtés en 1951 et exécutés en 1953 pour espionnage au service de l'URSS. Ils furent les seules personnes exécutées pour un tel motif durant la guerre froide. Leur condamnation fit l'objet d'une intense campagne internationale en leur faveur.

**Satyagraha** (ou «poursuite de la vérité») : mot créé par Gandhi, qui englobe et dépasse, selon lui, les notions de désobéissance civile et de résistance passive, puisqu'il implique de servir une cause juste. Il exposa et commença à appliquer cette conception en 1906, pour lutter contre une loi demandant l'enregistrement de toute la population indienne.

**SDS** (Students for a Democratic Society) : organisation d'extrême-gauche, emblématique de la Nouvelle Gauche américaine dans les années 1960, rapidement submergée par les idées maoïstes, et qui donnera naissance à de nombreux groupuscules.

**Situation de parole idéale** : terme utilisé par Jürgen Habermas, philosophe pour qui une communication entre des individus est idéale lorsqu'elle est régie par des règles implicites simples fondées sur la raison et la présentation de preuves, et dans un contexte où tous les participants souhaitent arriver à un consensus rationnel.

**SNCC** : (Student National Coordinating Committee, Comité de coordination des étudiants non-violents) créé en 1960. A gauche, les défenseurs radicaux du «Pouvoir noir» se trouvaient à la tête du SNCC (qui a disparu dans les années 1970) et du CORE\* (qui devint ensuite une

---

<sup>81</sup> Cf. <https://www.law.cornell.edu/uscode/text/42/2000a>

<sup>82</sup> Allusion directe au traitement infligé aux esclaves.

<sup>83</sup> <https://snccdigital.org/our-voices/emergence-black-power/black-consciousness/>

organisation beaucoup plus modérée). Dès la fin de l'année 1966, les dirigeants du SNCC exclurent de leurs rangs les Euro-Américains en les invitant à aller militer parmi les «Blancs» contre le racisme plutôt qu'à s'engager dans des organisations ethniquement mixtes. Il faut néanmoins signaler que le SNCC (tout comme les Black Panthers, le CORE et la League of Revolutionary Black Workers<sup>84</sup>) acceptaient des alliances avec les «Blancs» contrairement aux «nationalistes culturels» (Nation of Islam, afro-centristes, l'organisation US – Nous – de Ron Karenga, etc.).

**SWP (Socialist Workers Party)** : Organisation trotskyste fondée en 1938. Membre important de la même «Quatrième Internationale» que les trotskystes français de la Ligue communiste et de la LCR jusqu'en 1990. Ses effectifs gonflèrent pendant les années 1960 et 1970 en raison de son soutien au régime cubain, de son opposition à la guerre du Vietnam et de son soutien à Malcom X et au nationalisme noir, mais sous le coup des scissions et d'une orientation de plus en plus tiersmondiste, ils s'effondrèrent dans les années 1980 et 1990.

**Voting Rights Act** : loi, votée le 6 août 1965, qui abolit (en principe) la discrimination en matière électorale, et garantit (en principe) le droit de vote des minorités. Elle permit, à l'époque, que 250 000 Afro-Américains s'inscrivent sur les listes électorales. En quarante ans, le nombre d'élus afro-américains est passé de 1 469 en 1970 à près de 10 500 en 2011 (soit une augmentation de 86%), alors que la population concernée est passé de 22 millions à 38, 9 millions (soit une augmentation de 44,7 %).

**Wallace, Henry** (1888 -1965) : secrétaire d'Etat à l'Agriculture, vice-président démocrate, puis secrétaire d'Etat au Commerce, il se crée une image de progressiste et de pacifiste, opposé à la ségrégation et aux prémices de la guerre froide. Il crée même son propre parti en 1947 qui soutient l'idée d'un salaire minimum et d'une couverture maladie universelle. Soutenu par le Parti communiste, il n'obtient que 2,54% des voix à l'élection présidentielle de 1948. Deux ans plus tard, il retourne sa veste, soutient l'intervention américaine en Corée et quitte son parti. Il s'intéresse de plus en plus à l'entreprise qu'il a créée et abandonne sa carrière politique même s'il entretient des liens avec des dirigeants démocrates et républicains.

**Walters, Ronald (1938-2010)** : militant de la NAACP (qui comptait 390 000 membres dans les années 1960), il organise des sit-ins pour la déségrégation dans la ville de Wichita, Kansas, en 1958. Après avoir étudié les sciences politiques, il enseigne dans différentes universités. Sur le plan politique il a conseillé le révérend Jesse Jackson durant ses deux campagnes présidentielles (1984 et 1988), ainsi que les députés démocrates afro-américains Charles Diggs Jr. (ex-militant des droits civiques et député du Michigan de 1954 à 1980) et William Gray (député de Pennsylvanie de 1979 à 1991).

**Washington, Booker T.** (1856-1915) : jeune professeur initialement formé au Hampton Institute (Virginie), il devint par la suite directeur du Tuskegee Institute (Alabama), deux établissements de formation des enseignants afro-américains, fondés aux États-Unis dans la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Dans un contexte marqué par la *Reconstruction* suite à la Guerre de Sécession (1861-1865), ainsi que par l'Abolition de l'esclavage dans les États du Sud, Booker T. Washington recentra la politique éducative de l'Institut autour des

---

<sup>84</sup> Cf. Camille Estienne, «Compte rendu du livre de James A. Geschwender, *Class, Race, and Worker Insurgency - The League of Revolutionary Black Workers* (Classe, race et insurrection ouvrière - La Ligue des ouvriers noirs révolutionnaires), Cambridge University Press, 1977», <https://nfnf.eu/spip.php?article951>

apprentissages manuels et techniques, envisagés comme un moyen pour les Afro-Américains de recouvrer leur dignité par la morale du travail et de favoriser leur autonomie matérielle et sociale au sein de l'économie capitaliste du pays, sans confrontation avec l'ordre ségrégationniste (stratégie que Booker T. Washington exposa le 18 septembre 1895 dans un discours souvent mentionné sous le nom de «compromis d'Atlanta») ; une perspective que ne manquèrent pas de soutenir les autorités, relayées en cela par le réalisme économique de philanthropes aussi emblématiques de la grande bourgeoisie euro-américaine que Rockefeller, Carnegie, etc. Ouvrage en français : Booker T. Washington, *Up from slavery. Ascension d'un esclave émancipé*, Les Éditions libres, 2008.